

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 30 JUIN, DIM 1^{er}, LUN 2 JUILLET 1979 - N° 948

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Premier juillet : le jour de gloire est arrivé pour les Messieurs météo, commentateurs du Tour de France ou de la transat en double, et autres bisons futés. Ils envahissent les ondes, monopolisent le petit écran et s'installent à la une des journaux. Comme chaque année, puisque nous entrons dans ce moment qu'il est convenu d'appeler «période des vacances».

«Oubliez le chômage, oubliez la vie chère, oubliez la politique ! On verra ça à la rentrée. Et puis d'ailleurs, quelle différence entre un ouvrier et un patron sur une plage ?» Tel est en substance le discours que nous tient la bourgeoisie, derrière les propos badins qui s'imposent dans les médias. Plaisanterie sinistre, quand on sait l'ampleur des problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs, en juillet et en août comme durant le reste de l'année ; plaisanterie sinistre, mais pas anodine.

La réalité de ce 30 juin, la voici : les hausses de loyer deviennent effectives, celles des transports en même temps. Une nouvelle augmentation est prévue pour mi-août sur l'essence, qui crèvera le plafond des trois francs. Barre annonce pour 1979 une inflation de plus de 10 %, et l'aggravation du chômage en 1980. Jeudi, la police est brutalement intervenue contre les immigrés du foyer Sonacotra de Thionville, qui tentaient de réintégrer leurs chambres, alors que les sbires de Bonnet continuent toujours à occuper le foyer de Garges-lès-Gonesse. Le même jour, les flics matraquaient, gare de Lyon, les comités d'usagers qui protestaient contre les hausses. Et Youssef Sassi, coupable d'avoir porté plainte contre des violences policières, était enlevé par la police et renvoyé sur l'heure en Tunisie. A Cherbourg, les travailleurs des Arsenaux devaient affronter une fois de plus, des heures durant, la violence policière, au cours de la soirée de jeudi.

En même temps, de nombreux otages du 23 mars et du 1^{er} mai sont maintenus en prison, ainsi que ces deux ouvriers brestois arrêtés lors d'une manifestation il y a quelques semaines.

La réalité, c'est que le pouvoir déploie des moyens énormes pour démobiliser les travailleurs dans un but précis : celui de faire passer plus facilement ses mauvais coups. Il s'en prépare contre les sidérurgistes en lutte depuis de longs mois, contre les résidents Sonacotra et les immigrés. Et d'autres encore : souvenons-nous que c'est le 1^{er} août de l'an dernier, entre deux communiqués de bison futé, qu'on a appris la «libération» du prix du pain. Résultat : plus de 50 % d'augmentation à ce jour.

S'ils parlent de «trêve», c'est pour mieux nous attaquer. Alors, cette année plus que jamais, notre vigilance doit être à la hauteur des enjeux, qu'il s'agisse de la défense de la lutte des sidérurgistes, de celle des libertés démocratiques, si gravement attaquées, ou encore de celle du pouvoir d'achat.

Qu'en est-il des vacances pour les travailleurs ? Pour certains d'entre eux, c'est le moment où ils peuvent enfin se reposer, bénéficier d'un peu de vie de famille, se distraire, vivre en un mot. A ce propos, il n'est pas inopportun de rappeler que nos aînés ont dû bagarrer dur pour arracher ces congés payés qui sont toujours restés au travers de la gorge des patrons.

Mais ils sont nombreux à ne pas partir, les chômeurs, les immigrés, ou plus simplement les travailleurs qui n'ont pas assez d'argent. Car dans cette société, le repos, le dépaysement, la détente, ça se paye, et très cher... Et c'est cela aussi la réalité des vacances, tandis que les patrons et leurs hommes se vautrent dans les palaces ou sur leurs bateaux, claquent leur fric dans les casinos, ou se répandent dans leurs villas ou sur leurs plages privées.

La provocation s'étale au grand jour, et ils voudraient qu'on ne voie pas ! Ils voudraient qu'on oublie les personnes touchées par le chômage ; ils voudraient qu'on oublie les travailleurs immigrés de Garges qui campent dans un terrain vague de la banlieue parisienne parce que les CRS les ont jetés à la rue ; ils voudraient qu'on oublie que les licenciements dans la sidérurgie vont devenir effectifs cet été ; ils voudraient qu'on ne voie pas leur gaspillage pendant que des millions de travailleurs en sont réduits à mesurer chichement leurs dépenses. Tout cela, nous ne l'accepterons pas.

Comme ceux de Longwy qui viennent d'occuper la centrale à oxygène.

L'été ne sera pas une parenthèse dans notre lutte.

Nicolas DUVALLOIS

Menaces de l'été :

... expulsions... licenciements...
agressions policières... hausses des prix...
emprisonnements...

vigilance !



Quand la lutte des classes fait irruption au milieu de l'étalage du luxe : manifestation des Solmer au festival de Cannes.

Dans quelques jours paraîtra
Notre magazine d'été

AU SOMMAIRE :

Le chômage, les libertés... Longwy, la Saviem, les immigrés... le PCF... la Chine, l'Erythrée, l'Iran... 40 pages de documents, d'interviews, de traitement politique des grands événements de l'année.

Attention, ce numéro ne sera pas en kiosque !

Demandez-le à nos diffuseurs, commandez-le en nous écrivant !

A nos lecteurs

Le *Quotidien du Peuple*, comme les années précédentes, est contraint de cesser sa parution pendant la période des vacances.

Pour l'ensemble des journaux, cette période crée des perturbations dans la vente et par conséquent constitue une charge financière. Pour *Le Quotidien du Peuple* ce serait une charge insupportable.

Cette année, *Le Quotidien du Peuple* cessera sa parution en date du 30 juin et la reprendra le 4 septembre (daté du 5)

SONACOTRA :
MARCHE
DE SOUTIEN
A GARGES,
DIMANCHE
1^{er} JUILLET

(départ 14 h 30 Saint-Denis)

La fédération du 92-93 du PCR ml et le Comité de Parti Chateaubriant du PCML appellent à participer à la marche de soutien aux travailleurs immigrés de Garges, qui partira de Saint-Denis Basilique, dimanche 1^{er} juillet à 14 h 30.

Appellent également à cette marche : l'UCF ml, l'OCF ml, les permanences anti-expulsions et le CPROPV.

LE FIGARO

MAGAZINE

La vente des mille et une nuits

600 millions anciens pour une pendule

Chômeurs, vous qui faites des heures de queue pour toucher de dérisoires «indemnités», vous sur qui plane la menace de la saisie pour votre mobilier, lisez cet édifiant extrait du *Figaro-Magazine*, où l'on parle de la vente aux enchères du mobilier d'un appartement. Pas celui d'un chômeur, non, mais celui d'un de ces milliardaires qui nous exploitent, et qui se vautrent dans le luxe.

Cinquante millions de francs soixante-quinze ? Cent ? Les experts hésitent à faire un pronostic d'ensemble sur les deux cents meubles et objets de la fabuleuse collection Wildenstein-Akram Ojeh, qui seront vendus aux enchères lundi et mardi soir au Sporting d'hiver de Monaco. Mais l'on sait déjà que ce sera, pour les amateurs de mobilier, la vente

du siècle. Tous les records y seront battus.

Au moins trois millions de francs pour une commode Louis XVI de J.-F. Leleu, en «*placage d'amarante marqueté de rinceaux en bois de rose*»... qui aurait appartenu au prince de Condé avant d'être rachetée, à la Révolution, par le roi George III d'Angleterre. Cinq à six millions de francs pour l'extraordinaire encoignure Louis XV estampillée Jacques Dubois et surmontée d'une pendule en bronze ciselé et doré. Cinq à six millions de francs, soit un de plus qu'un célèbre tableau de Claude Monnet, «*Le Pont du chemin de fer à Argenteuil*», adjugé à Londres il y a quelques semaines.

Jamais l'art du mobilier - un art que les ébénistes et ciseleurs de Versailles portèrent à la perfection - n'aura reçu un tel hommage. Jamais l'on

n'aura vu autant de grands collectionneurs venus de Suisse, du Japon ou du Brésil disputer aux musées américains (notamment le Paul-Getty et le Cleveland Museum) les bergères qui ornèrent le salon d'une duchesse de Bourbon ou les encoignures de la chambre d'un petit-fils de Mme de Montespan. Jamais non plus, peut-être, autant qu'au cours de ces deux soirées d'enchères mémorables n'auront été si souvent prononcés les noms de trois milliardaires contemporains : Alec et Daniel Wildenstein, qui achevèrent de constituer cette fabuleuse collection commencée par leur grand-père Nathan et par le baron Nathaniel de Rothschild à Vienne au siècle dernier, et Akram Ojeh, qui la leur a rachetée en novembre 1977.

Akram Ojeh, le richissime propriétaire de «France», au-

rait-il des ennuis d'argent ? Ou bien, tout simplement, cet ancien maître nageur syrien, devenu le conseiller du prince saoudien Sultan, après s'être lancé dans l'import-export, préfère-t-il aux meubles de Boule les toiles d'Utrillo, les Rolls et les somptueuses villas qu'il collectionne aussi de l'avenue Foch à Beverly Hills, en passant par Genève, Grasse et Marbella ? Quoi qu'il en soit, au soir de cette vente du siècle, le plus fier ne sera peut-être ni le milliardaire saoudien ni les Wildenstein, tous trois absents, mais un Britannique inconnu du public : Peter Wilson, soixante-six ans, président de la société Sotheby Parke Bernet, à laquelle a été confiée la vente.

Il y a deux ans, les Wildenstein, désireux de vendre la fameuse collection qui meublait leur appartement de New York,

s'étaient adressés à lui. Le catalogue Sotheby's était sur le point d'être imprimé, lorsque Peter Wilson apprit que les deux frères venaient de s'entendre directement avec Akram Ojeh.

Sa revanche d'aujourd'hui efface largement sa déception d'alors. D'autant plus qu'en organisant la vente à Monaco, Peter Wilson échappe à la fois à la taxation française et à la législation sur l'exportation du patrimoine national. (...)

En fait, on ne saura jamais combien de millions Akram Ojeh aura gagnés grâce à la collection Wildenstein. Quant aux musées français, on ne sait pas s'ils auront les moyens d'acquérir grand-chose, en dehors de trois tabourets pliants estimés à quatre-vingts mille francs pièce et provenant du salon de jeu de la reine au château de Compiègne.

le point

Les risques de guerre conjurés par l'accord SALT II ? S'appuyant sur un fait précis, les envoyés spéciaux du *Point* à Vienne remettent les choses au point...

Ce sont des échanges apparemment spontanés sur le bombardier soviétique Backfire qui ont offert à ce sommet ses seuls moments de suspense.

Américains et Soviétiques étaient convenus d'en parler le samedi après-midi : Jimmy Carter voulait demander des assurances sur cet appareil (ravitaillable en vol et, par là, à grand rayon d'action). Les Américains souhaitaient qu'il ne soit utilisé que sur des dis-

tances moyennes et que sa production annuelle ne dépasse pas la trentaine. Les négociateurs avaient même prévu qu'une lettre de Brejnev, précisant ces points, serait adjointe au texte du traité.

Samedi, les Américains se rendent compte que, hormis quelques assurances écrites sur la limitation du rayon d'action de l'appareil, la partie soviétique entretient un silence discret sur la cadence de production du bombardier. Dimanche matin, à l'ambassade soviétique, le Président américain annonce solennellement qu'il n'est pas question de signer l'accord sans avoir tiré au clair ce chapitre. Stupeur dans la

salle. Dimitri Oustinov, le ministre de la Défense soviétique, se penche fébrilement vers Brejnev. Ce dernier se tourne alors vers Carter et lui dit d'une voix lente et en pesant ses mots : «*Monsieur le Président, l'Union soviétique ne produira pas plus de trente Backfire par an*». Et il ajoute qu'il est prêt à le confirmer par écrit. Soulagement et satisfaction du côté américain.

Victoire sans doute très mince. Avant même que le sommet ne se termine, il était clair que le texte final de la lettre de Leonid Brejnev ne serait pas adjoint au traité. En

Brejnev, vainqueur des accords SALT ?

fait, il ne figure même pas dans la version soviétique. La Backfire (en français, «retour de flamme») risque dès lors de bien porter son nom. A Washington, Barry Goldwater, le sénateur républicain de l'Arizona, a proposé que les assurances soviétiques soient incluses d'office dans les deux versions du traité. La question de ce bombardier, qui avait retardé durant des années la signature des SALT II, risque donc de constituer un argument de poids pour les opposants au traité lorsque s'engagera la dure bataille pour l'approbation de l'accord.

Aussi diminué, aussi malade qu'il soit - en serrant la main du

chancelier Kreisky pour prendre congé, le Premier soviétique ignorait visiblement à qui il avait affaire - Leonid Brejnev pourrait bien être le vainqueur aux points de la rencontre de Vienne. Peu avant son départ, il a répété aux Américains sa «*grande satisfaction*», sa «*satisfaction personnelle*» pour la signature du traité. Il exagérerait à peine. Avec la conclusion des SALT II, l'URSS a obtenu ce qu'elle cherchait depuis quinze ans : la reconnaissance officielle de sa parité en matière stratégique avec les Etats-Unis.

LE NOUVEL Observateur

Dans les prisons de Castro

La réalité cubaine, vue par l'un de ceux qui joua un rôle essentiel dans la révolution.

Depuis le 4 mai dernier, au Combinado de l'Este - nouvelle prison de La Havane construite avec l'aide des conseillers soviétiques -, Eloy Gutierrez Menoyo et vingt-deux autres détenus (1) font la grève de la faim. Menoyo devait être bientôt libéré, à condition qu'il reconnaisse ses fautes. Persuadés de sa «sagesse», les responsables cubains de la sécurité ont laissé des journalistes étrangers le rencontrer en décembre 1978. Or, au lieu de bien se tenir, le prisonnier a déclaré que la décision annoncée par Fidel Castro de laisser émigrer quelques contestataires était une simple manœuvre pour donner au régime une image libérale. Les représailles exercées depuis par les autorités sur Menoyo ont provoqué cette grève de la faim qui dure encore.

Hispano-cubain, Eloy Gutierrez

Menoyo n'est pas n'importe qui. Son père, milicien, a combattu Franco. Son frère aîné est tombé dans les rangs républicains. Son autre frère, après s'être battu dans le maquis, en France, a été tué dans l'attaque du Palais de Batista avant la victoire castriste. Eloy lui-même, *barbudo* de la première heure, *comandante* rebelle et compagnon de Fidel, a ouvert le front de la province d'Escambray. Mais, ensuite, il a trop parlé.

L'histoire de Menoyo nous a été rapportée par Carlos Franqui. Tous les amis de Cuba ont rencontré jadis Franqui à La Havane, et l'ont estimé. Très proche de Fidel Castro, il était l'un des chefs du Mouvement du 26 Juillet. Il a dirigé Radio Rebelde et le grand journal «*Revolución*». Mais Franqui, opposé à la domination soviétique sur Cuba, tombé en disgrâce, a dû émigrer. Il réside aujourd'hui en Italie. Directement informé des événements de Cuba, sa parole ne saurait

être mise en doute. Et Franqui rapporte des faits terribles et navrants, surtout pour ceux qui - comme nous tous - se sont enflammés si longtemps pour la couleur originale de la révolution cubaine.

La récente loi, dit Carlos Franqui, aux termes de laquelle les écrivains et les artistes qui feraient publier des manuscrits à l'étranger ou exposerait des tableaux sont passibles de dix à douze ans de prison, est sévèrement appliquée. Sorti de prison en 1977, Angel Quadra a fait publier aux Etats-Unis son poème «*Impromptu*». Il est retourné dans sa cellule.

Le cas d'Armando Valladares (2) est encore plus dramatique. Valladares, détenu depuis longtemps, est paralysé depuis 1974, après qu'on l'eut laissé plus d'un mois sans nourriture. Il refuse de se plier au «*plan de réhabilitation*» qui oblige les intellectuels trouble-fête à faire

leur autocritique et à se soumettre. Six autres détenus sont paralysés comme lui, pour les mêmes raisons. Valladares a pu faire sortir et éditer à l'étranger ses poèmes de prison, intitulés «*De ma chaise roulante*», «*Montre-les, fais-les lire*», a-t-il exigé de sa femme qui se trouve en exil à Miami. Depuis, Valladares est enfermé au secret dans une cellule du «*Pavillon des Droits de l'Homme*» de la nouvelle prison. Ce sont les détenus qui ont ainsi baptisé le bloc de haute surveillance... Valladares n'a même plus sa chaise roulante.

Dans les prisons cubaines, il y a aussi de nombreux Africains. Ce sont des étudiants venus d'Angola, d'Erythrée, de Guinée, du Mozambique et du Ghana, qui ont mal supporté le régime policier de Cuba et l'ont fait savoir. D'autres étudiants, contestataires dans leur pays, ont été expédiés à Cuba pour être rééduqués.

Selon Amnesty International,

beaucoup de prisonniers cubains détiennent le record mondial de durée d'internement politique. Certains d'entre eux, qui ont d'abord connu les cellules de Batista avant d'y retourner quand Castro a viré, en sont à leur trentième année de prison. Atterré, Carlos Franqui estime qu'une dizaine de milliers de Cubains sont actuellement sous les verrous pour raisons politiques, sans compter les homosexuels, les «*éparesseux*» et les suspects qui séjournent dans les camps de rééducation. Des centaines de fugitifs se sont noyés, «*boat people*» de l'Occident, en essayant de gagner la Floride sur des radeaux improvisés. «*Comme j'aimerais me tromper*», dit Franqui. Il semble, hélas ! qu'il ait raison.

(1) Parmi lesquels les poètes Ernesto Rodriguez et Guillermo Rivas Portas.

Foullon, une chocolaterie du 20^e, à Paris. Là, 400 à 500 personnes travaillent. Les salaires sont très bas, le SMIC, parfois à peine plus. Pas de cantine, pas de ticket restaurant. Les accidents du travail ne manquent pas. Un patron de choc. Lutter, ils ont essayé ; une grève de trois semaines au printemps 77. Le patron n'a rien cédé sur l'essentiel. Depuis, aucune grève, mobiliser les travailleurs est devenu difficile... A Foullon, le patron essaie de naviguer avec la crise. Il a expérimenté une tactique de division des travailleurs, qui donne quelques résultats aujourd'hui.

Après la grève, mais surtout depuis avril 1978 Foullon n'embauche plus que sous contrat, contrat de deux mois. Bien souvent avec des airs de générosité : « il y a la crise, mais on vous embauche quand même », toujours accompagnés de belles promesses : l'embauche définitive... Une illusion. Alors l'engrenage se met en marche. Ces travailleurs embauchés sous contrat triment pour ce mirage dans le désert de l'emploi : l'embauche définitive. Ils ne lèveront pas le petit doigt pour se plaindre des cadences, de l'«aumône-salaire»... Et si le mal leur prend de discuter avec un autre travailleur, ou pire, avec un syndiqué... la menace s'abat : «si je vous vois discuter avec X, je ne reconduis pas votre contrat». C'est l'un d'eux qui

l'a raconté à un syndicaliste dans le métro qui mène à l'usine, un matin.

Tous les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille. Ils savent que pour lutter il faut unir l'ensemble des travailleurs, y compris ceux qui sont embauchés sous contrat. Dans certains ateliers, même des chefs ont demandé que les travailleurs sous contrat soient embauchés définitivement. Alors Foullon affine sa tactique : il change les travailleurs d'atelier, prétextant un manque momentané de travail, puis quelques jours après les met à la porte.

Plus possibles, les débrayages par atelier. Aujourd'hui ces contrats sont devenus un véritable frein à la lutte, car ces travailleurs occupent bien souvent le tiers des postes par atelier.

CHOCOLATERIE FOULLON PARIS 20^e DES EMPLOIS SOUS CONTRAT CONTRE LE DROIT DE GREVE

«POURQUOI ILS NE PEUVENT PAS LUTTER»

Le patron a aussi su tirer une leçon supplémentaire de la grève de 1977 : les travailleurs immigrés sont trop combatifs. Il a trouvé une solution par l'embauche de réfugiés du Sud-Est asiatique. Ainsi non seulement il n'embauche que sous contrat, mais en plus 80 % de ces embauchés sont des réfugiés du Sud-Est asiatique : une soupape de sécurité de plus en quelque sorte.

Depuis septembre 1977, le chemin dans la réflexion des syndicalistes fut long mais instructif : le «pourquoi ils ne veulent pas lutter ?» s'est transformé en «pourquoi ils ne peuvent pas lutter ?». C'est en discutant, en enquêtant que ces travailleurs en sont venus à poser le problème des divisions au sein de la classe ouvrière. Poser la

question de la lutte en ces termes, est l'ébauche d'une autre vision de quelle lutte mener : lutter pour un salaire plus élevé, pour des conditions de travail meilleures ou lutter pour l'embauche définitive des travailleurs sous contrat ? Quel est le problème principal aujourd'hui ? Lutter pour résoudre l'un de ces problèmes passe-t-il par la résolution de l'autre, indépendamment de l'autre ?

Les syndicalistes considèrent la construction de l'unité des travailleurs, l'embauche des travailleurs sous contrat comme principale. Cela ne va pas, non plus, sans réexamen des formes de lutte et même sans innovation dans ce domaine. C'est dans ce sens, qu'ils axent leurs réflexions aujourd'hui, dans la perspective de faire renaître, à Foullon, de nouvelles luttes.

Corr. 20^e

Foullon recompose la frange immigrée de sa main-d'œuvre

80 % des embauchés à Foullon sont des réfugiés d'Asie du Sud-Est. Nous avons eu l'occasion de discuter avec quelques-uns d'entre eux. Pour la plupart cela ne fait pas un an qu'ils sont en France, 2 ans au maximum pour certains. Originaires surtout du Vietnam, certains du Cambodge ou plus fréquemment du Laos. Ce ne sont pas d'anciens capitalistes, une grande partie d'entre eux étaient petits commerçants ou artisans.

A Foullon ils remplacent dorénavant les travailleurs africains ou nord-africains, devenus trop combatifs pour ce patron. Là, ils apprennent les premières lois du capitalisme : au bout de six mois maximum de présence dans la boîte, ils se retrouvent à la porte. Des tentatives ont eu lieu pour exiger le versement d'indemnités de licenciements que le patron «omet» de leur donner. Pour empêcher cela, le patron a trouvé une finesse de plus : «on n'a pas besoin de vous pendant 15 jours, mais revenez après, on vous reprendra»... Ce qui ne se passe jamais....

Un deuxième Garges-lès-Gonnesse

AU FOYER SONACOTRA DE THIONVILLE

Bientôt une semaine que les 31 expulsés de Vitry et les 49 de Thionville dorment hors de leurs chambres. Cela commence à être dur. Ainsi, ceux de Vitry qui n'ont pas pu trouver refuge chez d'autres camarades du foyer, couchaient jusqu'à maintenant sur des matelas pneumatiques, dans des conditions peu confortables, dans un local mis à leur disposition par la municipalité. Et c'est d'autant plus dur

C'est dans ces conditions que les résidents ont accepté mardi la proposition du PCF de payer le loyer du mois de juin, comme un gage de bonne volonté vis-à-vis de la Sonacotra, afin d'obtenir la réouverture des chambres. C'était semer des illusions que de laisser croire, comme le faisait le PCF, que si les résidents faisaient des concessions à la Sonacotra, celle-ci reculerait de son côté... Le PCF s'était toutefois engagé devant les résidents à rouvrir les chambres en force si la Sonacotra refusait. Mercredi durant toute l'après-midi, les résidents des foyers de Vitry, Thionville, Marspich et Florange sont allés payer à leurs gérants respectifs le loyer du mois de juin. Et comme de bien entendu, du côté de la Sonacotra, aucune réponse en ce qui concerne la réouverture des chambres.

Alors, suivant son engagement devant les résidents, le maire de Thionville prenait jeudi matin un arrêté municipal ordonnant la réquisition des 49 chambres fermées pour les mettre à la disposition des expulsés. Et jeudi en début d'après-midi, un adjoint au maire, accompagné de deux policiers municipaux et d'un serrurier, se présentait au foyer pour pro-

céder à la réouverture des chambres. Les premières chambres étaient à peine ouvertes que le permanent régional de la Sonacotra, le sinistre Cottin, présent au même moment dans le foyer, téléphonait au sous-préfet pour demander que les flics interviennent pour faire arrêter la réouverture des chambres.

Quelques instants après, des voitures et des cars de flics entraient en trombe au foyer, fonçant sur les personnes présentes dans la cour et manquant de les écraser. Des dizaines de flics sortaient, matraque au poing, et sans aucune sommation, se précipitaient sur les travailleurs immigrés et les militants français qui étaient là pour les soutenir... L'adjoint au maire, malgré son écharpe, était matraqué comme tout le monde, de même que le journaliste du *Republicain Lorrain*, qui voyait son appareil photo détruit. Un militant du Comité de soutien et un conseiller municipal PCF étaient traînés par les flics jusqu'à l'intérieur d'un car. Les flics prenaient position devant les bâtiments, empêchant tous ceux qui étaient à l'extérieur d'y accéder. Un deuxième Garges-lès-Gonnesse en somme.

Pendant ce temps, les résidents des autres foyers

que pour plusieurs, il faut se lever très tôt pour aller au boulot, un boulot qui est souvent pénible. Mais ce dont souffrent surtout les résidents du foyer, c'est de l'isolement dans lequel ils se trouvent par rapport aux travailleurs français et à la population locale. Ils sont conscients que tout seuls, ils pourront difficilement faire reculer le pouvoir et la Sonacotra.

Alertés commençaient à affluer et à se masser face aux flics. Ceux-ci voulant embarquer les deux militants arrêtés au commissariat, les travailleurs immigrés et les militants français s'y opposaient fermement et refusaient de laisser sortir le car de flics.

Ceux-ci étaient alors contraints de libérer leurs otages. Le face-à-face entre les flics et plusieurs

centaines de travailleurs immigrés se poursuivait jusque dans la soirée. Il était alors décidé de regagner chacun son foyer. Une nouvelle fois, les résidents allaient coucher dehors. Mais il était décidé d'organiser une grande manifestation de riposte à cette nouvelle agression policière, samedi après-midi.

Corr. Thionville

● Villeneuve-la-Garenne : Dima et Damifer en grève pour les salaires

Les 26 ouvriers de l'usine Dima, filiale de Davum, à Villeneuve-la-Garenne, sont en grève avec occupation depuis 10 jours. Ils demandent un réajustement de salaire pour leurs déplacements (150 F par jour) et une augmentation de 3 %. Cette usine fabrique des chaînes pour les entreprises automobiles, et les installe dans toute la France. La direction ne veut rien savoir et oppose un refus de principe, prétextant que si elle donne les 3 % à Dima, elle sera obligée de les donner à l'ensemble du groupe Davum. La direction a proposé 200 F de prime pour septembre, en cas de bénéfice. Les ouvriers ont refusé. Aussi lundi, la direction poursuivait-elle les grévistes en référent, afin d'obtenir l'évacuation. La réponse devait être connue vendredi. En signe de solidarité, et pour les revendications de l'entreprise, un débrayage de 4 heures a été observé par une partie du personnel de Damifer, usine voisine du même groupe, de 210 ouvriers, et qui fabrique de la ferraille, pour le bâtiment. La lutte chez Dima continue...

Corr. Gennevilliers.

● 1 000 emplois menacés chez Kodak à Vincennes

Au cours d'un comité d'établissement, la direction a annoncé la suppression de 1 000 emplois à l'usine et au centre de recherche de Kodak à Vincennes. L'usine de Vincennes qui fabrique la pellicule, les films, le papier, emploie 2 500 personnes, n'est pas déficitaire loin s'en faut, mais là comme ailleurs la restructuration est à l'ordre du jour. La liquidation doit s'effectuer sur un an et la production transférée à Chalon-sur-Saône. Une AG est prévue pour rechercher les formes d'action.

● Besançon

Chez Bost (groupe Peugeot) du mot d'ordre à la réalité : «Travailler moins et vivre mieux». A Laissey dans le Doubs, samedi 17, c'était la fête de la CFDT centrée sur ce thème. Le lundi, la dizaine de femmes de l'atelier de graissage l'ont pris au mot : grève sur le tas contre les cadences infernales. Celles qu'on nommait «les graisseuses» ont refusé de continuer à faire ce sale boulot jusqu'à la retraite dans ces conditions : elles ont plus de 50 ans, et doivent ouvrir et graisser 1 500 pinces par jour ! Malgré les pressions de toutes sortes et même la présence des gendarmes dans les ateliers, elles ont forcé le patron à reculer : suppression des cadences, et hausse de 30 centimes pour tous, ont été arrachés ! C'était le 3^e conflit en un an et demi.

Corr. Besançon

● Restriction importante du droit de grève à la télé

L'assemblée nationale a définitivement adopté le projet de loi réglementant de façon draconienne le droit de grève à la radio-télévision. Il comprend une extension du service minimum, l'interdiction de déposer un préavis de grève avant l'expiration d'un préavis précédent, la possibilité pour les présidents des chaînes de requérir le personnel gréviste. Un nouveau pas vient ainsi d'être franchi dans les attaques gouvernementales contre les libertés démocratiques.

● La mairie PS de Béthune a fermé la MJC, le 26 juin ! Les 2 salariés ont été licenciés, les activités jetées à la rue ! La municipalité a l'intention d'attribuer les locaux à la fédération des œuvres laïques, très nettement influencée par le PS

● Lyon : une explosion a détruit vendredi à six heures du matin les locaux de l'usine Givaudan, qui fabrique des parfums dans le 8^e arrondissement de Lyon (quartier des Etats-Unis). Un travailleur est mort, et neuf autres sont blessés.

Pour que le Quotidien du Peuple reparaisse à la rentrée, mobilisons-nous !

Depuis près d'un mois maintenant, nous avons lancé notre appel : 15 millions avant les vacances ! Faisons le point : 7,5 millions ont été souscrits dont un peu plus d'1 million depuis cet appel. Ceci ne nous permet pas d'assurer l'ensemble des dépenses indispensables pendant les congés.

En effet, rappelons la situation : augmentation sensible des charges fixes au cours de l'année (papier, etc...), difficultés dans les paiements, graves retards dans la paie des employés... Au fil des mois, les dettes du journal se sont accrues, et le retard pris dans la souscription n'a pas permis de les combler.

Telle est la situation. Elle ne nous permet pas d'envisager dans de bonnes conditions la reprise à la rentrée de septembre. A la fin de cette semaine, le 30 juin, nous allons devoir arrêter notre parution quotidienne. En 1976, en 1977, en 1978, notre journal a reparu en septembre après la suspension des vacances, le plus souvent avec une amélioration sensible (nouvelles rubriques, présentation plus soignée...). Non pas qu'il n'ait pas rencontré de difficultés, mais parce qu'il les a surmontées grâce à votre soutien, à votre participation à la vie du journal, à l'envoi d'abonnements...

Cette année, en 1979, alors que le quotidien existe depuis 4 ans, - 4 ans où il a appris à se faire connaître et apprécier de travailleurs, de syndicalistes, 4 ans où, par ses journalistes, ses correspondants il a combattu pour l'avancée de la révolution dans notre pays et dans le monde - allons-nous laisser le quotidien en situation de ne pouvoir

Pour que le QdP puisse reparaitre dans de bonnes conditions en septembre, l'objectif des 15 millions doit être atteint, la souscription ne doit pas connaître d'interruption.

Orsay.....	200
Vitry.....	18
Créteil.....	10
Ste Geneviève des Bois.....	22
Besançon	
Un travailleur handicapé du CAT.....	50
Ventes livres.....	120
Caen	
Un employé CHU.....	100
Collecte au CHU.....	50
CHU B et GC.....	100
GC.....	200
Pau	
Une couturière.....	50

reparaître AVEC LES MOYENS INDISPENSABLES le 5 septembre prochain ?

Une nouvelle fois, dans cette bataille constante que représente l'édition, la diffusion d'un quotidien communiste, c'est un pari. La parution du quotidien en septembre 79, sa progression depuis 4 ans, son maintien aujourd'hui : à chaque fois nous avons choisi de poursuivre la lutte. Mais sans votre mobilisation aucune victoire ne peut être remportée.

MAINTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE CELA DEPEND DE VOUS

La mobilisation que nous avons engagée, nous devons la porter à un degré supérieur.

Camarades et amis, nous devons mettre à profit la période des congés pour multiplier les initiatives : ventes sur les lieux de vacances, collectes... De multiples sommes doivent être ainsi rassemblées.

Mais cela ne suffit pas. Le journal, pour reparaitre, a aussi besoin de nouveaux lecteurs, de milliers d'abonnements. Profitons des congés pour proposer des abonnements-amis autour de nous, dans les immeubles, auprès de voisins, auprès de parents, auprès de connaissances nouées sur les lieux de vacances. Ecrivez au journal les expériences les plus positives, les succès rencontrés pour que nous puissions en rendre compte, renforcer la mobilisation.

OUI, NOUS VOULONS CONTINUER LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

Auxerre	
Collecte.....	220
Vente de livres.....	14
Villeurbanne.....	250
Vaulx-en-Velin.....	205
Vénissieux.....	700
Grenoble J.P. U. Villeneuve.....	1 000
Paris-Nord ventes.....	60
Paris M.S.....	150
Drancy J.H.R.....	200
Saint-Denis	
.....	45
.....	15
Paris	
Ventes.....	62
.....	158.50
.....	55
Audincourt	
M.G.....	200
Lille	
M.C.....	200
Besançon	
N.B.....	350
Total.....	4 804,50
Total précédent.....	72 020,10
TOTAL GENERAL.....	76 824,60

POUR MAINTENIR LE QdP, DES MAINTENANT ABONNEZ-VOUS ! SOUSCRIVEZ UN ABONNEMENT

4 MOIS : 100 F
(abonnement renouvelable)

A retourner au Quotidien du Peuple
B.P. 225 75 924 Paris Cedex 18.
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 compte n° 668 J

EN CADEAU AU CHOIX (cocher la case choisie)



Une cassette sur la Chine : textes extraits du dernier voyage de la délégation du CC du PCR ml, musique.



Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine réalisées par la délégation du CC du PCR ml



Une cassette sur les luttes des sidérurgistes de Longwy : extraits de reportages des journalistes du Quotidien du Peuple, chansons.



Un numéro de Front Rouge.

Chaque cassette et le jeu de diapositives peuvent être commandés directement au Quotidien du Peuple pour la somme de 20 F.

Poursuite du procès de militants politiques corses

Le procès des 21 militants politiques corses se poursuit devant la Cour de sûreté de l'Etat. Une question gênante pour la défense a été posée par la police : Alors que deux commissaires de police venaient témoigner sur les actions du FLNC, la défense leur a demandé ce qu'ils connaissent du mouvement terroriste anti-autonomiste FRANCIA (Front d'Action Nouvelle Contre l'Indépendance et l'Autonomie de la Corse). Les réponses des témoins

ont été des plus embarrassées : l'un des commissaires a reconnu que les enquêtes au sujet des attentats de ce groupe « n'ont pas permis de remonter à leurs inspirateurs ». La perspicacité policière dans l'arrestation de militants du FLNC semble avoir des limites lorsqu'il s'agit de s'attaquer à ce groupe fasciste.

Lors d'une précédente audience, les inculpés avaient mis en accusation la politique agricole du

pouvoir en Corse, notamment l'octroi des meilleures terres aux colons rapatriés d'Algérie. Un représentant de la SOMIVAC (Société de Mise en Valeur de la Corse, qui planifie l'agriculture dans l'île) avait fait preuve d'une étonnante ignorance face aux questions précises des inculpés lui demandant la superficie des terres cultivées en Corse, la proportion de ces terres occupées par des colons pieds-noirs, etc...

Barre se prépare à attaquer la Sécurité sociale

Pour résorber le déficit de la Sécurité Sociale (voir notre édition d'hier), Barre s'appête à en limiter les prestations, remboursements... En premier lieu ce sont les travailleurs aux revenus modestes qui risquent de faire les frais des intentions du premier ministre si elles étaient appliquées.

Le projet n'est pas nouveau. En plus de l'institution de nouvelles taxes sur l'alcool et le tabac,

propositions faites par les parlementaires chargés du rapport sur l'organisme, il s'agirait d'instaurer un système à « deux étages ». Un tel système existe aux USA par exemple, et avait déjà retenu l'attention du gouvernement.

Le premier de ces étages serait une « protection » identique pour tous les cotisants, assurée par un versement obligatoire. Le second serait un sys-

tème calqué sur les assurances : moyennant une cotisation supplémentaire, la protection serait étendue... C'est-à-dire, quoi qu'il en soit, que l'instauration de ce projet constituerait un très net recul par rapport au système en place. Bien que les applications n'en soient pas connues, elles ne peuvent tourner qu'au désavantage des revenus modestes. Selon que vous serez riche ou pauvre...

Le président Hua Guo Feng à l'Assemblée populaire nationale : «RENFORCER LA DEMOCRATIE ET LA LEGALITE SOCIALISTES»

(...) Le problème de la démocratie socialiste concerne avant tout le régime d'Etat de tout pays socialiste. La démocratie socialiste, ou démocratie populaire, c'est pour l'ensemble du peuple le droit suprême d'administrer les affaires de l'Etat, sur la base de la propriété commune des moyens de production et du droit d'en disposer, sous différentes formes. C'est un principe politique inébranlable du régime socialiste. Aller à l'encontre de ce principe politique fondamental reviendrait à saper le caractère socialiste de l'Etat. Si nous qualifions les quatre modernisations de modernisation socialiste, c'est parce que nous entreprenons sous un régime socialiste, et non pas capitaliste, la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale ainsi que de la science et de la technique ; par conséquent, en tant que processus social, cette modernisation ainsi que son objectif, la voie qu'elle emprunte, les mesures et les moyens pour y parvenir, portent nécessairement les caractéristiques du socialisme, et en premier lieu celles de la démocratie socialiste. Cela veut dire que notre modernisation ne doit pas s'écarter des besoins et des intérêts, des aspirations et des efforts des larges masses populaires. Le comité central du parti appelle le peuple tout entier à persister au cours de la réalisation de la modernisation dans la dictature du prolétariat, le rôle dirigeant du parti communiste, la fidélité au marxisme-léninisme et à la pensée-maozedong. Aucun de ces quatre impératifs ne peut être dissocié de la démocratie socialiste. Dans notre pays, sans une démocratisation politique très poussée, sans les efforts conjugués des masses sur la base d'une telle démocratie, sans l'application d'un nécessaire haut degré de centralisme, sur la base de ces efforts, il serait impossible de développer l'économie socialiste d'une façon harmonieuse, durable, et à un rythme rapide, et impossible de réaliser les quatre modernisations. Ce n'est qu'en faisant pleinement valoir la démocratie que le peuple tout entier pourra se libérer des préjugés, être plein de satisfaction et d'entrain, développer son sens des responsabilités en tant que maître du pays, faire preuve d'initiative et de créativité, d'abnégation et d'héroïsme ; qu'il osera étudier et résoudre les problèmes apparus dans les domaines de l'économie nationale ; qu'il osera formuler diverses propositions constructives et pertinentes, et les réaliser avec une volonté inflexible ; qu'il osera mettre au point toutes sortes de créations, d'inventions et de découvertes importantes qui exigent des efforts opiniâtres ; c'est ainsi seulement que nous pourrions stimuler considérablement le développement des divers secteurs de l'économie et de la culture. (...).

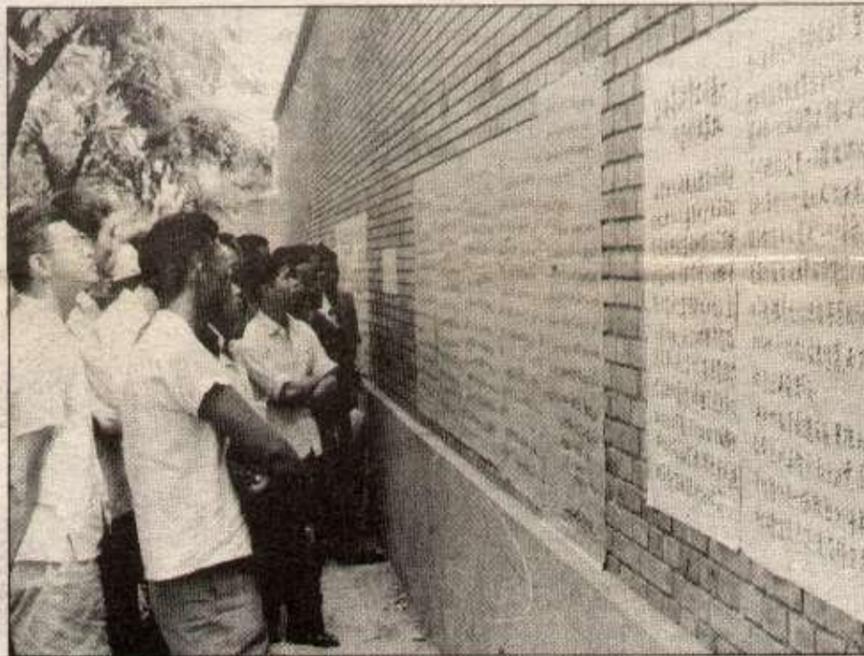
L'ELECTION DES DIRIGEANTS

(...) Pour élargir et développer la démocratie socialiste, les gouvernements aux différents échelons doivent aussi accorder une grande importance à l'amélioration du statut des femmes et des jeunes, à la sauvegarde et à la matérialisation de leurs droits, notamment en ce qui concerne leur droit à un salaire égal pour un travail égal. Il faut veiller très attentivement et constamment à ce que les meilleurs éléments parmi les femmes et les jeunes soient portés à des postes de direction aux divers échelons. Les activités de sappe de Lin Biao et des quatre sont à l'origine de cette coupure qui se traduit plus ou moins sérieusement par une absence de continuateurs en ce qui concerne les cadres dirigeants aux divers échelons. Il faudra donc veiller tout particulièrement à former et à promouvoir les cadres jeunes et d'âge moyen ; c'est là une tâche urgente pour les administrations à tous les niveaux.

Pour élargir et développer la démocratie socialiste, les gouvernements aux différents échelons doivent également attacher une grande importance au renforcement de la vie démocratique au sein des organes administratifs, des entreprises et

Le 18 juin dernier, le président Hua Guo Feng, Premier ministre du gouvernement de la République populaire de Chine, a présenté devant l'Assemblée populaire nationale le rapport sur les activités du gouvernement au cours de l'année écoulée. Nous présentons ici des extraits du passage de cette intervention intitulée : «Renforcer la démocratie et la légalité socialistes».

des institutions. Nous devons instaurer dans les entreprises un système de représentation des travailleurs ; les responsables d'entreprises devront rendre compte régulièrement de l'activité de celles-ci devant les assemblées des travailleurs et entendre leur avis. Nous devons populariser et perfectionner le système d'élection des cadres. Les dirigeants à tous les niveaux des communes populaires rurales doivent être élus par les masses, mais ce système devra être graduellement étendu aux dirigeants des échelons de base des entreprises industrielles et minières, des magasins, etc. et il faudra, compte tenu des besoins et des possibilités, envisager graduellement une plus large application de ce système. Dans les unités où il ne convient pas de recourir à l'élection on peut organiser périodiquement (en fin d'année par exemple) et à titre d'essai des sondages d'opinion par voie de scrutins, afin que le travail des cadres dirigeants soit examiné et vérifié par les masses. (...)



LES AUTORITES NE DOIVENT PAS EXERCER LA DICTATURE SUR LE PEUPLE

Au sens originel du mot, la démocratie signifie le gouvernement du plus grand nombre, et la démocratie socialiste désigne une administration sans précédent dans l'histoire, qui est exercée de jure et de facto par l'écrasante majorité. Si une minorité ou des individus particuliers peuvent se soustraire à la décision de la majorité, passer outre à la discipline prescrite par les organisations qui sont les fidèles représentants de l'immense majorité, et si les échelons inférieurs ne se soumettent pas aux échelons supérieurs, ce ne sera plus une démocratie socialiste, car ce sont là des actes qui sont contre la démocratie et contre la société, des actes que la démocratie socialiste se doit de redresser et condamner. Etant donné qu'en Chine existe encore la lutte de classes et que l'influence néfaste du fractionnalisme et de l'anarchisme propagés par Lin Biao et la bande des quatre n'a pas encore été complètement éliminée, les administrations aux divers échelons doivent maintenant, tout en développant sans relâche la démocratie socialiste, veiller à éduquer les cadres et les masses pour leur faire comprendre et régler correctement les rapports entre la démocratie et la dictature, entre la démocratie et la centralisation, entre la liberté et la discipline.

Il faut combiner sans défaillance la démocratie envers le peuple et la dictature

sur les ennemis : ces deux aspects ne doivent ni être confondus ou inversés, ni être dissociés. Les autorités des différents échelons sont tenues à tout moment de protéger le peuple sans défaillance et ne doivent en aucun cas exercer la dictature sur le peuple. Au sein du peuple, il faut appliquer résolument ces trois principes maintes fois réaffirmés par le camarade Mao Zedong, à savoir : «Ne pas exploiter les défauts d'autrui, ni coller d'étiquettes politiques, ni brandir de gourdin», assurer la libre expression des opinions et défendre rigoureusement d'imposer des chaussures étroites» à ceux qui ont formulé des avis différents des leurs ou de prendre à leur égard d'autres mesures de contrainte ou de coercition. En fait, on ne peut unir le peuple dans un combat efficace contre les ennemis et consolider la dictature du prolétariat en Chine qu'en pratiquant inflexiblement la démocratie populaire. Il faut réprimer énergiquement toute tentative de sabotage égoïste antisocialiste, sinon il serait impossible

sous prétexte de démocratie, on s'anise dans des discussions qui n'aboutissent à rien, si bien qu'aucune décision ne peut être exécutée, et que tout est noyé dans des bavardages politiques stériles et dans un flot sans fin de paperasserie, cela ne peut qu'entraîner des maux interminables pour la cause du peuple. De tels phénomènes sont incompatibles avec les impératifs de la démocratie socialiste, ils constituent une des formes du bureaucratisme, qui se caractérise par le grave manquement à ses devoirs envers le peuple. Une autre forme est l'autoritarisme caractérisé par le fait de se placer au-dessus des organisations et par le refus d'agir selon les lois objectives, par une direction exercée à l'aveuglette et subjectiviste. Sans une lutte résolue contre ces deux formes de bureaucratisme, la démocratie socialiste ne saurait être mise en honneur, la supériorité du régime socialiste ne pourrait jouer et l'enthousiasme des masses populaires pour la réalisation de la modernisation serait contrarié. En vue de lever l'obstacle que constitue le bureaucratisme, nous devons prendre des mesures efficaces pour mettre résolument fin à la grave situation qui règne dans les organismes aux différents échelons ou les services se chevauchent et les affaires sont traitées avec lenteur ; nous devons appliquer strictement, du sommet jusqu'à la base, le système de la division du travail selon le centralisme démocratique et sous la direction collégiale, et il est inadmissible qu'une seule personne ait le dernier mot sur des questions majeures, notamment que quiconque dicte sa loi, et aussi que quiconque refuse d'assumer ses responsabilités. Tout élément versant dans le bureaucratisme, qui aura gravement manqué à ses devoirs et causé des torts considérables aux intérêts de l'Etat et du peuple sera poursuivi du fait de ses responsabilités administrative, économique et juridique. (...).

L'unité de la démocratie et de la centralisation désigne, pour une bonne part, celle de la liberté et de la discipline. Lorsqu'un citoyen jouit et use du droit à la liberté individuelle, de parole, de correspondance, de presse, de réunion, d'association, de croyance religieuse et autres, il doit être protégé par le gouvernement et à l'abri de toute restriction, à condition qu'il n'enfreigne pas la constitution ni les prescriptions des lois spécifiques établies en vertu de celle-ci. La réalisation intégrale de cette liberté individuelle est en parfaite concordance avec l'observation des disciplines indispensables ; sans un ordre et sans une discipline déterminés, cette liberté ne pourrait être garantie. L'unité de la liberté et de la discipline, c'est au fond celle des droits et des devoirs. Car, comme Marx l'a si bien dit, pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs. De toute évidence, quiconque veut jouir de sa liberté individuelle est tenu de respecter celle d'autrui ; quiconque veut bénéficier du droit à la liberté de parole à l'obligation de s'abstenir de diffamer les autres et de répandre des rumeurs pour tromper le public ; quiconque désire jouir du droit au travail et être rémunéré par la société se doit d'observer la discipline du travail, d'obéir au commandement du personnel de gestion et d'observer les dispositions des règlements technologiques. Tout citoyen jouissant du droit à la liberté doit être un citoyen responsable devant la société et devant les autres. C'est seulement sur cette base que nous pouvons bâtir et développer la morale, l'ordre et les intérêts publics de la société socialiste. Par conséquent, en garantissant les droits des citoyens d'une part, et en veillant à faire observer l'ordre social et la discipline du travail d'autre part, les autorités des divers échelons ne font que remplir correctement les fonctions dont est investi le gouvernement, et c'est pourquoi elles ont le soutien de tout le peuple du pays. (...).

Les intertitres sont de la rédaction du Quotidien du Peuple

SONACOTRA

Judi soir, plusieurs sections syndicales CGT et CFDT, et associations françaises et immigrées avaient répondu à l'appel du Comité de coordination, pour venir débattre de la riposte à apporter aux lois Bonnet-Stoléru : CTA, AMF, association portugaise ; Intercomité du Marais, un membre du collectif parisien de lutte contre le chômage, nouvellement créé ; Syndicat CGT des animateurs de Saint-Denis, forte délégation du syndicat des métaux 93 CFDT, (93 Nord et Sud) ; Syndicalistes CFDT du SGEN 93, de Thomson-Gennevilliers ; Necker-Rotschild Nation ; Section de Kodak Vincennes et Câbles de Lyon... Après une présentation des effets extrêmement graves de la loi Delmont sur le logement, et des lois Stoléru-Bonnet sur les travailleurs français et immigrés, le Comité de coordination posait la question : «*Que peut-on faire, quelles sont vos propositions ?*». La proposition a été retenue de faire un grand rassemblement sur le terrain de Garges, le samedi 7 juillet. Une réunion de préparation à cette journée aura lieu ce samedi 30 juin à 16 heures, devant le foyer. Toutes les sections syndicales et associations, toutes les personnes qui veulent lutter pour la réintégration des résidents de Garges et plus largement contre l'ensemble des lois racistes en préparation par le gouvernement, y sont invitées. Un tract commun a été décidé, à faire signer le plus largement. Un travail de mobilisation prolongé est envisagé, qui devrait déboucher, à la rentrée, sur une initiative de grande ampleur.



Les résidents affichent leurs revendications

Mitterrand à Garges-lès-Gonesse

«IL AURA FALLU

QUATRE ANS DE GREVE

POUR QUE LE PS NOUS RECONNAISSE»



Quelques instants après l'intervention des CRS, ceux qui ont pu récupérer quelques affaires...

Judi les résidents ne se sont pas laissés embobiner par Mitterrand. A force de patience, ils l'ont contraint à reconnaître explicitement le Comité de Coordination

Il l'avait confirmé le matin à France Inter, Mitterrand rendrait visite aux expulsés de Garges jeudi matin, à 11 heures. Trente minutes avant l'heure dite, les responsables socialistes du département foulaient déjà la poussière du camping improvisé, scrutant nerveusement l'horizon à la recherche de la R 30 de Mitterrand. Un journaliste demandant au sénateur-maire de Villiers-le-Bel si Mitterrand a préparé un discours s'entend répondre : «*Oh non, il a quelques idées force et il brode autour. Nous lui faisons confiance...*». Le quart d'heure qu'il croit dû à son rang étant dépassé, le premier secrétaire du PS apparaît.

Visiblement crispé — certains journalistes craignaient une attaque des meoistes (sic) — Mitterrand cherche à serrer la main d'un maximum de résidents. Un membre du Comité de coordination qui avait déjà eu affaire à lui en 76 au moment des expulsions de délégués l'accueille. «*Nous vous remercions d'être venu.*»

MITTERRAND BRODE

Pour se donner une contenance, Mitterrand improvise un petit discours banal à souhait dans lequel il évoque les «*lois iniques que les députés socialistes ont dénoncées à l'Assemblée. On ne peut, dit-il, résumer le problème des travailleurs immigrés en France à des mesures de police. Il est normal, ajoute-t-il, qu'un parti politique de gauche qui représente*

les travailleurs s'associe aux immigrés. Les vraies raisons de sa visite, chacun les connaît, Mitterrand n'a pas besoin de le dire, il s'agit de mettre le PCF en position embarrassante, lui qui refuse obstinément de reconnaître le Comité de coordination. Mitterrand se contente d'expliquer «*on a souvent reproché de manière injuste au PS de se préoccuper exagérément d'élections. Là pas du tout ; les travailleurs immigrés ne votent pas.*»

«COMITE DE DEFENSE, COMITE DE SOUTIEN...»

Le camarade immigré qui le reçoit attend poliment qu'il ait fini. Il lui demande sa position sur le Comité de coordination. Mitterrand feint de ne pas avoir compris et parle de «*comité de défense*» puis de «*comité de soutien*». Visitant le campement il s'accroupit pour examiner

l'intérieur d'une tente. Devant la table de presse il prend différentes publications du Comité de coordination. Il donne 100 F pour un bon de soutien qui en vaut 10... Mais son hôte ne le lâche pas. «*Mitterrand que pensez-vous du Comité de coordination ?*». Au bout de la troisième ou quatrième fois, il ne peut plus faire semblant de ne pas avoir compris. Et dans une explosion d'applaudissement il lâche : «*Nous approuvons, au parti socialiste, que les immigrés se soient donnés un comité général. Si vous vous trouvez isolés dans chaque localité du reste des autres résidents de la Sonacotra, vous disperserez vos efforts, vous aurez beaucoup moins de moyens de dé-*

fense. Je pense que vous avez intérêt à vous regrouper dans un comité de coordination qui défend vos intérêts globaux.»

IL L'A DIT

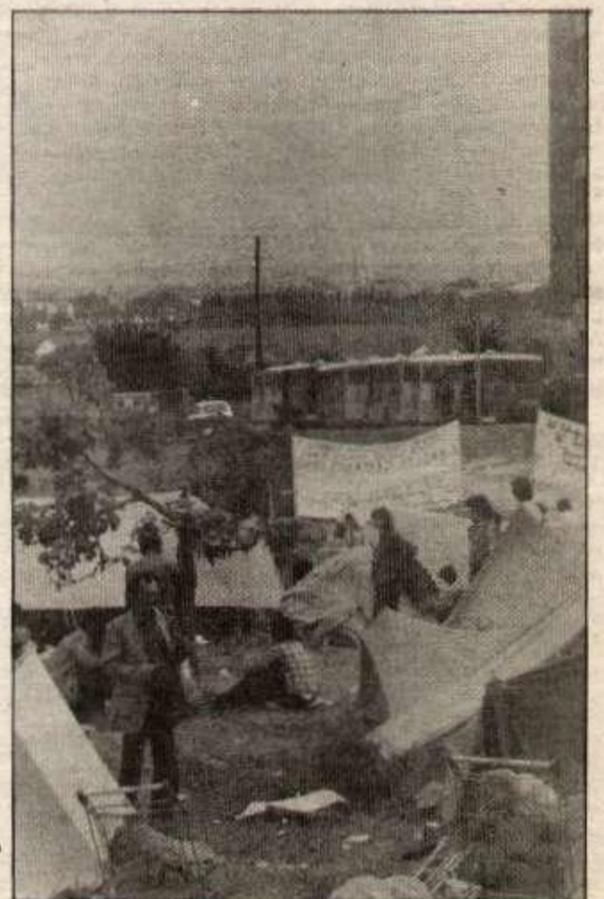
Ça y est il l'a dit. Il le répètera même un peu plus tard sous une autre forme. Après deux ou trois déclarations à la presse, il remonte avec son ami Michel Coffineau dans sa voiture. Une manœuvre étant difficile à cet endroit il s'éloigne en marche arrière, agitant le bras à l'extérieur de la portière. Les résidents et leurs amis scandent : «*SO SO Sonacotra cèdera !*». Un résident me souffle : «*Il aura fallu quatre ans de grève des loyers pour que le PS nous reconnaisse.*»

Les résidents refusent de partir !



GARGES : LES CRS BLESSENT UNE MILITANTE

Dans la nuit de jeudi à vendredi, les flics se sont livrés, comme à leur habitude, à des provocations multiples, jets de pierre... Cette fois, ils ont blessé une militante, qui a reçu une pierre en pleine tête ! Elle a dû être emmenée à l'hôpital pour y recevoir des soins. Les flics, évidemment, nient leur responsabilité !



SONACOTRA

«Nous ne partirons pas»

Vendredi 22 juin, 8 h 55, un millier de CRS encerclent le foyer de Gargas, à une dizaine de kilomètres au Nord de Paris. Dans le foyer, une trentaine de résidents seulement. Tous les autres sont au travail. Les CRS bloquent pendant plus de deux heures les résidents qu'ils trouvent sur place, frappent, fouillent, menacent, embarquent toutes les affaires. Depuis vendredi matin, les CRS sont toujours là, les résidents n'ont plus le droit d'entrer dans leur foyer.

Mais ils refusent de quitter les lieux. Ils campent sur le terrain vague. Pendant les premières nuits, ils ont «dormi» à la «belle étoile». Aujourd'hui, l'occupation s'est organisée, les résidents veulent tenir. Ils exigent le départ des

CRS, la réintégration de tous dans le foyer et l'ouverture de négociations avec la Sonacotra, sur la plate-forme du Comité de coordination (diminution de 100 F des loyers et leur blocage, reconnaissance du statut de locataire, départ des gérants racistes, reconnaissance du Comité de coordination), une négociation concernant l'ensemble des foyers.

Depuis vendredi, le soutien se développe. Les voisins de la cité Logirep, révoltés par les méthodes fascistes de la police, touchés eux aussi par l'impossibilité de payer chaque mois le loyer, ont été parmi les premiers à venir sur le terrain vague, apportant des vivres, posant de multiples questions pour comprendre exactement le sens de cette lutte qui dure depuis 4 ans. Les ré-

sidents des autres foyers sont venus en groupes. Des syndicalistes, des démocrates, ont eux aussi apporté leur soutien. Cette solidarité, il s'agit de la poursuivre : la lutte de Gargas risque d'être encore longue, le tribunal de Versailles faisant traîner les choses, et les autorités misant sur le pourrissement. Gargas, c'est un peu un test pour Stoléro et la Sonacotra, dans leur tentative de mettre un terme à cette grève des loyers qui rassemble des milliers de travailleurs immigrés, depuis plusieurs années. C'est aussi un test plus global, au moment où le gouvernement met au point ses lois racistes afin d'expulser un million d'immigrés d'ici 5 ans.

Pour toute la classe ouvrière, Gargas doit être une victoire !

INTERVIEW D'UN RESIDENT DE GARGES-LES-GONESSE, MEMBRE DU COMITE DE COORDINATION

- «Nous savons par expérience que la justice est contre les travailleurs».
- «Nous resterons encore ici un an s'il le faut !»
- «Il faut renforcer le soutien des délégations syndicales»
- «La solidarité de la population est très utile»

En attendant le résultat du délibéré qui sera prononcé le 4 juillet, quelle première appréciation porte le Comité de coordination sur l'audience de mercredi ?

Il ne faut pas se faire d'illusion, le jugement d'hier est politique ; la présence de l'Avocat général qui ne se déplace jamais pour un procès en référé le prouve.

En affirmant que nous pouvions rester dehors jusqu'au 16 juillet «*compte tenu des conditions atmosphériques*» il a voulu voir si nous pourrions résister encore jusqu'au 4 juillet. De toute manière nous n'avons jamais compté sur la justice. Nous savons par expérience qu'elle est contre les travailleurs et tout particulièrement contre les travailleurs immigrés.

Sans doute le pouvoir mise-t-il sur un essoufflement du mouvement ?

C'est probable mais dans ce cas, il se trompe. Depuis l'expulsion de vendredi dernier très peu de résidents se sont absentés, à peine une demi-douzaine. Ceux qui sont partis sont en vacances. Mais tous les autres sont présents. Nous en voyons une preuve par le fait que leurs affaires sont encore à la patinoire municipale. De toute manière nous n'avons pas d'autre domicile. Il faut que la Sonacotra le sache nous resterons encore ici un an s'il le faut.

Comment appréciez-vous le soutien que vous avez reçu jusqu'à présent ?

Le soutien de plusieurs organisations syndicales est une bonne chose. Par exemple mercredi il y avait une manifestation de soutien de la Métallurgie 93. Toutefois ce mouvement de soutien n'est pas suffisant, il doit être renforcé. Nous sommes satisfaits de la réaction des habitants des cités des alentours. Ils sont nombreux à être venus nous voir et c'est bien. Nous avons aussi reçu 5 000 F de l'Organisation de Libération de la Palestine...

Il y a aussi eu je crois, de manière minoritaire, des manifestations d'hostilité à votre lutte dans une cité voisine ?

Oui, deux flics habitant la cité s'étaient mis en tête avec leurs femmes de faire signer une pétition protestant contre notre présence, en s'appuyant sur le fait que nous faisons un peu trop de bruit la nuit. Nous sommes allés voir quelques-uns des signataires et nous nous sommes expliqués avec eux. Surtout nous nous sommes engagés à ne plus faire de bruit après 21 heures. Ils nous ont dit : vous pouvez même aller jusqu'à 22 heures mais après nous voulons dormir. Ils ont raison. Par contre nous n'avons pas apprécié qu'un militant du PCF se joigne aux pro-

moteurs de la pétition en disant : «*Vous avez raison, cela ne peut durer comme ça et tous les gens qui sont là sont des gens extérieurs*». Il a même ajouté : «*Tout cela c'est la faute du Comité de coordination...*».

Tu l'as toi-même entendu dire ça ?

Oui comme je t'entends maintenant.

Ce n'est pas là l'attitude de tous les militants du PCF. J'ai moi-même entendu l'un d'entre eux dire aux résidents : «*Allez-y les gars continuez comme ça !*».

Oui c'est vrai. Ils ne sont pas d'accord entre eux. Par exemple celui qui disait «*allez-y*», c'est un responsable de section. L'autre jour il nous a dit qu'il allait sortir un tract soutenant notre lutte et le Comité de coordination. Eh bien deux jours plus tard, il est revenu en disant : «*Ce n'est pas possible pour nous de reconnaître le Comité de coordination au niveau d'une section locale puisque c'est un organisme national*». Manifestement il y avait eu un débat dans leur parti et ils n'étaient pas arrivés à faire passer leur point de vue. Il avait l'air vraiment déçu.

La municipalité non plus n'a pas l'air bien unifiée sur l'attitude à adopter à votre égard ?

Non, mardi soir un adjoint au maire, Pochon, est



Les résidents quittant la Cour d'appel de Versailles ; en mettant la décision en délibéré jusqu'au 4 juillet, celle-ci a montré qu'elle se souciait très peu des conditions de campement des résidents.

venu faire une déclaration au nom du Conseil municipal en parlant de comité de résidents mais en refusant de citer le Comité de coordination. Nous l'avons alors interrompu en criant tous «*vive le comité de coordination*». Il était tellement vexé qu'il est parti sans terminer son discours. C'est d'ailleurs à cause de cela que Juquin n'est pas venu mercredi soir alors que des militants du

PCF l'attendaient. Il ne voulait pas être interrompu comme Pochon.

Nous savons qu'il y a «*les durs*», ceux qui ne veulent pas nous reconnaître, comme le maire, puis il y a les autres qui sont partisans d'un compromis. Nous demandons que la municipalité reconnaisse le Comité de coordination ; c'est important.

Comment expliquez-vous la venue de Mit-

terrand jeudi matin ?

C'est en partie parce que la fédération socialiste du Val d'Oise avait affirmé qu'elle nous reconnaissait. Nous lui avons dit : ce qui serait mieux encore, c'est que la direction nationale du PS reconnaisse le Comité de coordination.

De toute manière c'est positif parce que cela va faire parler de notre lutte et inciter des gens à venir nous rendre visite.

Dans le «garde-meuble» d'Ivry, les résidents récupèrent leurs affaires saccagées, jetées pêle-mêle dans des sacs-poubelle. Les flics-déménageurs ont fait du zèle.





Scène courante

ÊTRE IMMIGRÉ EN FRANCE EN 1979

Comment vivent les immigrés aujourd'hui en France ? Qu'est-ce qui a changé pour eux depuis la mise en place des mesures racistes par le gouvernement ? Pour beaucoup d'immigrés rencontrés, la vie a bien changé depuis qu'ils sont ici : sur le plan de l'emploi, «en 64-65, on trouvait du travail, ce n'est pas comme maintenant» me dit un travailleur, «même si les conditions de logement et les salaires n'étaient pas des meilleures». Avant, ils avaient plus de chance d'obtenir leurs cartes de séjour et de travail, ils l'obtenaient pour plusieurs années, même pour dix ans. Maintenant, la préfecture exige beaucoup de papiers : «Quand j'ai été à la préfecture, il y a quelques mois, pour renouveler

ma carte de travail, ils ont exigé de moi les justifications de travail depuis 75. Et comme j'ai travaillé tout ce temps, ils m'ont donné une carte valable seulement un an» et si dans un an, ce travailleur ne justifie pas d'un emploi, il est expulsé. Pourtant, il est venu en France à l'âge de 18 ans ; il a «donné sa vie et sa force» pour les capitalistes. Il a quinze ans de travail continu, «sans chômage ni maladies», précise-t-il, et maintenant, il n'a pas de travail fixe. «Je fais de l'intérim, mais avec l'intérim, on n'a pas de travail fixe. On est à moitié au chômage». Pour les travailleurs arrivés depuis quelques années, la préfecture ne leur délivre de carte de

travail valable que pour le patron qui les embauche et qui en fait la demande. «On est l'esclave du patron» disait l'un d'eux, «il peut nous mettre à la porte pour n'importe quoi, on perd ainsi notre carte de travail», et évidemment ils ne peuvent aller ailleurs.

LES «CLANDESTINS» : «ILS NE SONT PAS INUTILES»

S'ils quittent leur employeur, ils deviennent les «clandestins», c'est-à-dire ceux qui n'ont pas des papiers en règle pour continuer à séjourner et travailler en France. Pour les immigrés clandestins, aujourd'hui, la vie est intenable. La peur constante de se faire

arrêter dans le métro, dans la rue, ils évitent les sorties le soir et pourtant, eux aussi, le gouvernement les a amenés ici. En 1966, un responsable gouvernemental à l'émigration disait dans le journal Les Echos : «L'immigration clandestine n'est pas inutile car si l'on s'en tenait à l'application stricte des règlements internationaux, nous manquerions peut-être de main-d'œuvre». Ces immigrés clandestins qui sont là depuis près de dix ans ou moins risquent d'un moment à l'autre de se faire expulser, alors qu'ils ont vécu toutes ces années à travailler, sans aucun droit à la Sécurité sociale, à la merci des patrons.

LES TRAFICS DE PAPIERS

La difficulté que rencontrent les travailleurs immigrés à «régulariser» leur situation les pousse à acheter les papiers dont ils ont besoin. Ils paient jusqu'à 1 500 F des cartes de séjour ou de travail. Une affaire de ce genre a été rendue publique et il s'est avéré qu'un policier français s'adonnait à ce genre de trafic à Bordeaux. Des réseaux existent partout en France, et souvent, les papiers sont faux. Les immigrés portant ces faux papiers sont expulsés au premier contrôle policier. Par exemple, l'année dernière, un travailleur malien contrôlé dans le métro a été expulsé de cette façon.

Avec les nouvelles lois racistes, les patrons sont encore plus arrogants avec les chômeurs immigrés : un immigré se présente pour travailler dans une entreprise du XI^e arrondissement de Paris : — Vous avez vos papiers ? — Oui. — Montrez-les. Ah ! la carte de séjour se termine en août. Etes-vous sûr que vous n'allez pas être expulsé avec la nouvelle loi ? Vous savez, nous, on ne peut vous embaucher que si vous avez le droit de travailler.

J'AI PERDU MA VIE, J'AI ETE PLUSIEURS FOIS ACCIDENTE

Commentant la loi Barre-Bonnet, un travailleur algérien dit : «Les immigrés travaillent 30 - 40 ans ici. Puis ils sont chassés sans rien. Ce sont les patrons qui sont responsables de cela. Moi, ça fait 13 ans que je suis ici. J'ai perdu toute ma vie, j'ai été plusieurs fois accidenté. Et puis maintenant, ils vont me mettre à la porte ? C'est insupportable». Ces lois racistes qui veulent faire croire que les immigrés, clandestins ou non, sont responsables du chômage, sont généralement accompagnés d'une augmentation des phénomènes racistes. C'est ce qu'on remarque plusieurs travailleurs qui insistent sur les contrôles racistes dans les métros et la chasse aux immigrés. En discutant avec les travailleurs immigrés, il est rare de ne pas les entendre dire avoir eu un accident de travail au moins pendant ces années passées ici.



C'est ce qui rend encore plus insupportable l'idée de leur expulsion, «comme ça, sans rien». Que vont-ils pouvoir faire au pays ? Pas grand chose.

L'un d'eux travaillait dans les Vosges, dans les machines du textile. Il a des doigts coupés. Il est actuellement au chômage. Un autre était maçon. Il a eu un accident à l'œil, il est malade au poumon. Il est aussi sans travail. Les exemples sont par milliers.

LES CHUTES DU COLONIALISME

C'est avec angoisse que beaucoup d'entre eux voient leur avenir et celui de leurs enfants : «Nous, on est les chutes de colonialisme. Mais nos enfants ? Il faut leur préparer l'avenir. Nous, on est venu, pensant nous sacrifier pour que notre pays se relève. Nous sommes la génération perdue. Mais notre pays n'a rien fait. Que vont devenir nos enfants ? Au pays, il n'y a pas de boulot» pense un travailleur tunisien.

Que fait le gouvernement pour les enfants immigrés ? Bien que la France soit signataire de documents internationaux (ONU, UNESCO) sur la nécessité de lutter contre l'analphabétisme chez les travailleurs immigrés et la nécessité d'enseigner la langue maternelle aux enfants, très peu de choses ont été faites. Les adultes insistent sur leur volonté que leurs enfants apprennent la langue maternelle, parce qu'il y a le retour au pays. Ils veulent aussi que leurs enfants aient une formation professionnelle pour qu'ils puissent travailler au pays. Mais les conditions de vie (travail, logement, loisirs) subies par les travailleurs immigrés empêchent une réelle formation.

LE LOGEMENT : DANS LES PIRES CONDITIONS

Sur le plan du logement, on sait

déjà comment vivent les travailleurs qui sont sans leur famille : les foyers, les hôtels meublés, où n'existe pas le strict minimum. Dans la plupart des cas, les

familles n'ont pas des conditions meilleures, même pour des logements loués très chers : dans le quartier de Belleville à Paris, les familles, parents et enfants (en moyenne entre 2 et 5) vivent souvent dans une seule pièce-cuisine. Les enfants ou les parents dorment dans le couloir ou la cuisine. Et quand les enfants en bas âge, refusés dans les crèches et les maternités, vivent toute la journée dans une pièce, ils deviennent nerveux, surexcités. C'est aussi pour cette raison qu'en général, la première chose à laquelle pense la famille quand elle économise, c'est l'espoir d'acheter une maison au pays. De ces grandes maisons où les enfants peuvent courir sans crainte...

LE RETOUR : AVEC LES EXIGENCES DES IMMIGRES

Pour la plupart des immigrés, la question du retour au pays est toujours une préoccupation, même s'ils sont là depuis plus de 10 ans. Souvent, leur famille est restée au pays. Et même lorsque la famille est là, il est rare de ne pas penser à retrouver le pays, mais surtout pas dans les conditions posées par le gouvernement : se faire expulser du jour au lendemain, être rendus responsables du chômage, alors qu'ils en sont les premières victimes, se retrouver sans travail et bien sûr sans formation professionnelle conséquente, ni pour eux, ni pour leurs enfants. Et dans la lutte contre les lois racistes, les expulsions, il est important de prendre en compte cet aspect des choses : les travailleurs immigrés doivent pouvoir partir quand ils le veulent.

Yomna EL KHALIL

Surexploitation des femmes immigrées

Selon des estimations en 1976, il y a plus d'un million de femmes immigrées en France. Seul le tiers de ces femmes travaillent. Les autres, qui ont rejoint leurs maris, n'ont souvent pas le droit de travailler. Elles ne sont même pas considérées comme chômeuses. Pour beaucoup, il n'est pas question de travailler avec les conditions de vie ici : les enfants à charge sont refusés dans les crèches et les maternités, par manque de place et de justification d'emploi. Il faut donc les garder, et souvent dans des pièces minuscules qui sont le logement le plus répandu pour les familles immigrées.

Mais des centaines de femmes travaillent à domicile, dans des conditions désastreuses. Pour elles, cela fait un peu de sous en plus : «pendant que les enfants dorment, on peut s'occuper». Ce sont les entreprises de vêtement qui profitent le plus de cette situation : les femmes travaillent à la tâche, sans aucune sécurité. Elles n'ont pas d'assurance-maladie ou accident de travail, et elles doivent travailler vite pour terminer le plus de pièces possible dans la journée.

Alors que leurs maris ont des relations avec les Français du fait de leur travail, et les enfants scolarisés connaissent des jeunes français à l'école, les femmes immigrées, elles, ont rarement des liens avec la population française. Elles ressentent encore plus leur isolement et leur exclusion de cette société. Des groupes de femmes ont essayé de fonctionner, voulant toucher cette catégorie de femmes sans travail : cela a rarement réussi. Ces groupes ont souvent fonctionné à partir des facultés et ont pu quelquefois toucher les femmes travailleuses.

Un grand nombre de femmes sans travail désirent avoir une formation professionnelle pour pouvoir travailler au pays, lorsqu'ils s'en iront définitivement. Elles pensent que là-bas, elles pourront travailler, comme leurs maris. Mais il y a de nombreux problèmes à résoudre : la garde des enfants pendant la journée, parfois les obstacles posés par les maris et l'absence de centres de formation adaptés aux femmes immigrées.

Jeunes, immigrés et chômeurs

Lorsque vous arrivez à Barbès, une foule innombrable d'immigrés anime le boulevard. Des petits groupes bavardent, d'autres se rendent dans les magasins avoisinants ; dans ce coin du XVIII^e «Tati» fait des affaires luteuses. Là, les inévitables flics, il y en a de toutes sortes et de plus en plus : municipaux, CRS, gardes mobiles, dans les cafés, les bouches de métro. Comme disent les jeunes du quartier : «Ils font partie du décor maintenant !». Beaucoup d'affiches sur les murs, dont certaines sont déchirées ; elles représentent un dessin où un immigré demande à un autre : «Où se trouve le café machin» il lui répond : «Tu vas tout droit, après le car de CRS tu tournes à gauche jusqu'au commissariat puis à droite. Le café est juste après le premier groupe de gardes mobiles».

plus de contrôles et de flics». Comment voient-ils l'avenir avec les expulsions massives qui vont être légalisées avec la nouvelle loi ? «Déjà l'année dernière pas mal de gars ont été expulsés. Il y en avait de plusieurs sortes : les «touristes», ceux qui n'ont pas eu de carte de résidence : dès qu'ils ont plus de 3 mois passés ici ils sont virés. Avant, la préfecture leur prolongeait leurs «vacances». Il y a ceux qui font une petite connerie. Et la majorité, ceux qui sont au chômage. Normalement les jeunes qui sont nés ici devraient pouvoir rester selon la loi ; mais les lois ils s'en foutent».

ETRE JEUNE, IMMIGRE ET CHOMEUR

Il y a beaucoup de chômeurs parmi eux. «Oui, moi je suis au chômage depuis un an. Ce n'est pas faute de chercher. Il m'est arrivé, surtout au début, plusieurs histoires. A cette époque je me levais vers cinq heures et j'allais à la chasse au travail. Un jour, je téléphone à une boîte, ils me demandent de passer chez eux assez vite car ils avaient besoin de quelqu'un rapidement. En arrivant, ils me font patienter pour finalement me dire qu'ils ont déjà quelqu'un. Je leur ai demandé si c'était du fait que je suis arabe ! Avant d'être au chômage je faisais de l'intérim, et j'ai été en Algérie. Je me suis dit en partant que la France «c'est fini» pour nous et que j'allais m'installer là-bas. Je suis revenu au bout de trois mois. C'est difficile pour des jeunes qui n'ont pas vécu dans un pays où les choses sont totalement différentes. Les cultures sont différentes et je me sens aussi mal ici que là-bas. Ici aussi on ressent un peu des différences. Quand je rentre chez mes parents, j'ai l'impression d'entrer dans un autre monde. Pour mon père c'est un refuge ; là il est quelqu'un, respecté, digne, personne ne l'humilie ; et puis toute l'ambiance lui rappelle

sa jeunesse, une partie de sa vie. Lorsqu'il nous parle, on lui répond en Français ; évidemment, ça le tue, il a l'impression que la culture arabe il ne pourra pas nous la transmettre ; il s'énerve et nous dit que l'on abandonne notre origine. D'autre part, on se rend compte que l'on n'est pas tout à fait intégré à la société française qu'il y a une petite différence avec les Français».

PAS L'INTENTION DE SE LAISSER EXPULSER

«Mon avenir je ne le vois pas ailleurs qu'en France ; je parle pour moi. Je n'ai pas l'intention de me laisser expulser. L'idéal ça serait que les Français nous aident, parce que tous seuls on ne tiendra pas longtemps. Qu'ils nous aident vraiment et pas seulement avec des mots. Le gouvernement s'aperçoit que nous faisons partie de la société, et que devant les problèmes qu'il y a on réagit comme les Français. C'est vrai qu'il y en a quelques uns parmi les immigrés qui disent que les problèmes qu'il y a ne nous concernent pas, au contraire ça nous regarde».

«Moi je pense retourner dans mon pays un jour, mais j'y retournerais quand je voudrais et pas en expulsé. Tant que je serais là, les problèmes que je rencontrerais je veux les régler ici. C'est pas parce qu'il y a du chômage qu'ils vont nous jeter comme ces serpilières».

«Il y a une chose que l'on a oublié de dire. Tu sais qu'ici tous les jeunes immigrés sont considérés comme des délinquants. Alors il nous ont flanqué d'une nuée d'éducateurs. En plus les seuls locaux qu'il y a pour les jeunes sont tenus par eux. Certains d'entre eux sont des gars pas mal, et ils ont pas mal d'ennuis avec la préfecture car ils refusent de faire des dossiers sur nous».

Propos recueillis par Nadjib BENHAD



Les travaux les plus pénibles et les moins qualifiés pour les immigrés

Une pétition nationale contre le choix du gouvernement

Une pétition nationale vient d'être lancée par un ensemble d'organisations. Cette pétition, dont on trouvera le texte ci-dessous, intervient au moment où le gouvernement, après avoir accéléré son programme électro-nucléaire, laisse croire qu'il est prêt à développer les énergies dites nouvelles, alors qu'il se contente d'essais, sans application concrète. Encore, ces derniers ne sont entrepris que pour

«préserver l'avance technologique de la France dans ce domaine»...

De nombreuses organisations sont à l'initiative de ce texte, dont le GSIEN (Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire), la CFDT, la CSCV, la CSF, les Amis de la terre....

C'est la première fois que ces organisations s'entendent sur un appel commun.

Pour une autre politique de l'énergie pour un débat démocratique sur l'énergie

Je m'oppose au choix du «tout nucléaire» fait par le gouvernement.

J'exige la levée du secret qui entoure toutes les décisions concernant l'énergie, la mise en place de moyens d'information décentralisés et indépendants et le renforcement des mesures de sécurité pour les travailleurs et la population.

J'affirme que pour faire face à la crise il faut un nouveau type de développement fondé sur les besoins des travailleurs et des populations et sur les réalités régionales. Il s'agit d'imposer une politique qui économise les ressources non renouvelables, utilise toutes les ressources non exploitées en France et s'appuie sur un vaste plan de développement des énergies nouvelles. Cette politique alternative est

susceptible de créer, à terme, des centaines de milliers d'emplois nouveaux.

Je demande l'organisation d'un large débat public et contradictoire sur la politique énergétique de notre pays, ce qui implique :

- des consultations et des décisions démocratiques sur les grands choix énergétiques aux niveaux régional et national ;
- la suspension du programme électro-nucléaire actuel tant que le débat démocratique n'aura pas été conduit à son terme.

Paris le 25 juin 79

Secrétariat de la pétition nationale
14 bis rue de l'Arbalète
75 005 Paris.
Tél. 707.25.23

● Trop de conscience ou les mésaventures d'un ingénieur chimiste

Entré en 1966 à la société Gévelot, fabrique de munitions civile et militaire, usine de Sèvres, Claude Bacri devenait en peu de temps docteur adjoint au service de sécurité. En 1976, pour vérifier le sérieux du laboratoire où sont envoyés les examens d'urine obligatoires du personnel des ateliers employant du fulminate de mercure et du fulminate de plomb, produits très dangereux, Claude Bacri ajouta dans les éprouvettes des doses mortelles de mercure. Résultat surprenant : «taux normal» déclare le laboratoire de l'usine. Les essais furent repris devant témoins et un échantillon envoyé au laboratoire d'un hôpital, qui en conclut : «Résultat impossible, vous avez dû souiller les éprouvettes». La direction interdit à l'ingénieur de continuer ses vérifications. L'usine de Sèvres devant fermer, il est muté à Survilliers où il perd toutes ses responsabilités. A Survilliers il constate que les eaux mères du fulminate de mercure sont rejetées dans un puits et risquent de polluer la nappe phréatique. C'est trop pour la direction : il est licencié pour raison économique. Depuis 4 mois, il a cherché du travail sans résultat, il poursuit actuellement une grève de la faim à la mairie de Survilliers.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Interview de Gérard Bottela membre des «Amis de la Terre» de Thionville

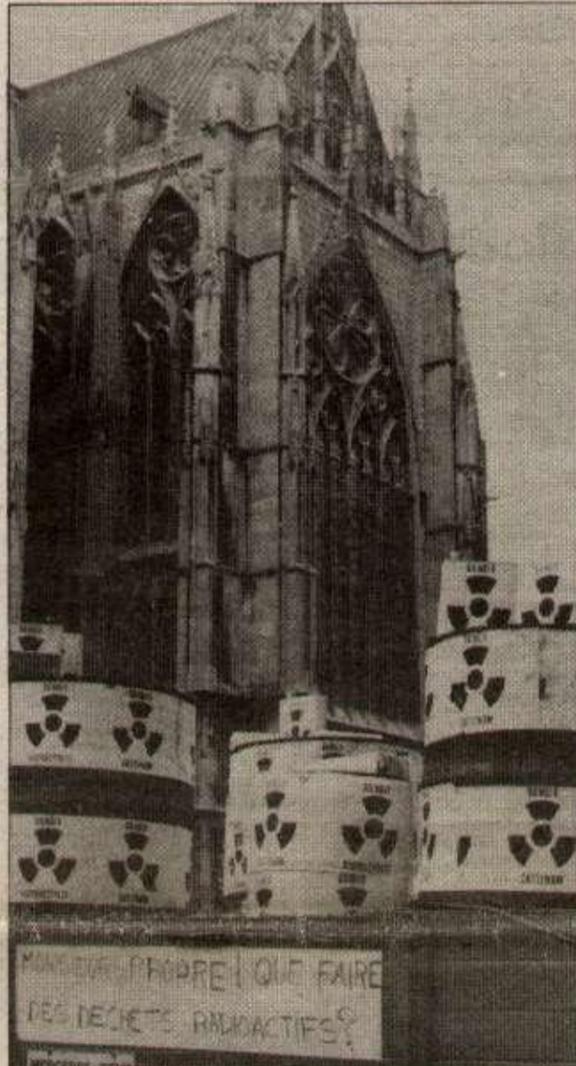
Recueilli par notre correspondant

Pourquoi cette manifestation des trois frontières ?

Il faut d'abord revenir sur ce qui s'est passé le 4 juin. Lors de la manifestation antinucléaire de Thionville, les Luxembourgeois, Allemands et Belges ont été bloqués aux frontières sur ordre du ministère de l'Intérieur. Seuls les Français, qui étaient alors rassemblés à Remerschen (Luxembourg) où avaient eu lieu deux journées antinucléaires, ont pu passer la frontière ; il n'en était absolument pas question pour les étrangers. Le matin, une délégation du collectif d'organisation de la manifestation a été voir le sous-préfet pour savoir ce qui se passait. Le sous-préfet nous a accueillis en nous disant que cela ne venait pas de lui, et qu'il avait donné officiellement toutes les garanties pour que les manifestants étrangers puissent passer les frontières, mais que l'ordre était arrivé dans la nuit, du ministère de l'Intérieur. Nous lui avons fait remarquer que cet ordre n'avait pu être donné sans information locale, donc que sa responsabilité était engagée. Nous avons alors demandé à intervenir auprès du préfet, nous nous sommes vus rétorquer que cela ne changerait rien. Effectivement les frontières sont restées bloquées.

Que s'est-il passé alors ?

Il y a eu concentration des Allemands, des Luxembourgeois et des Belges, en plus petit nombre, au niveau d'Apach, de Perl et de Schengen. C'est un endroit clef où les trois frontières se rejoignent. Puis ils ont décidé, vu que l'on ne les laissait pas passer, de bloquer les postes frontières avoisinants, et cela de dix à seize heures. Ensuite il a été organisé une marche de protesta-



Une des nombreuses actions contre la centrale de Cattenom

tion devant l'ambassade de France au Luxembourg, qui a rassemblé 3 000 personnes.

Et après ?

Suite à cette répression, la coordination se devait de réagir, d'où la décision de faire une manifestation le 30 juin. Les associations allemandes, tout de suite après le 4 juin, ont déposé un recours au parlement européen contre le gouvernement français. Nous ne nous faisons pas d'illusions, c'est symbolique, mais face à une répression

aussi importante, on ne pouvait pas se taire.

Au niveau français, nous avons étudié la possibilité d'engager des recours devant toutes les instances européennes : la Cour de la Haye, le conseil de l'Europe et le parlement européen. Ces propositions seront soumises à la conférence internationale antinucléaire de Bâle qui regroupe tous les mouvements antinucléaires européens.

Localement nous avons décidé un rassemblement de protestation symbolique

le 30 juin avec la participation des Allemands et des Luxembourgeois. Bien entendu nous n'attendons pas un revirement après cela du pouvoir.

Parallèlement le PS avait pour sa part arrêté la décision au même lieu et à la même date d'une manifestation, sans que nous entrions en contact. Le problème est de savoir ce qui va se passer, puisque le PS refuse absolument de discuter avec la coordination qu'il ne veut pas reconnaître. Apparemment nous arriverons peut-être à une manifestation commune, mais il reste la possibilité d'accrochages.

Après les élections européennes, quel est ton point de vue sur les résultats dans la région ? Quelles premières conclusions en tirer ?

Les résultats de la liste Europe-Ecologie, bien que les Amis de la Terre ne s'y soient pas associés, est un résultat assez intéressant. D'une part on voit que le PCF n'a absolument pas tenu compte de l'identité locale, qu'il a abandonné le prétexte électoral de la centrale nucléaire de Cattenom, et il a perdu énormément de voix. Par contre Europe-Ecologie, malgré le nombre très important d'abstentions dans la région, a fait des scores plus qu'honorables. Ces résultats sont intéressants à analyser, ils montrent bien qu'il y a eu un «ras le bol» des partis traditionnels, de droite ou de gauche. Et ils montrent aussi l'importance de la lutte locale, la qualité du travail effectué depuis des années. Il faut faire converger toutes les luttes... Ainsi le thème de l'action du 30 juin, n'est pas uniquement sur la base d'une revendication antinucléaire ; elle a démarré de là, mais ce qui est visé c'est toute la répression de l'Etat.

Après la répression du 4 juin à Cattenom

SAMEDI 30 JUIN, MARCHÉ DES TROIS FRONTIÈRES CONTRE LA REPRESSION ET LES PROGRAMMES NUCLEAIRES

La coordination internationale contre la centrale nucléaire de Cattenom appelle à une marche des trois frontières pour le samedi 30 juin. Il s'agit de protester contre le blocage des frontières lors de la manifestation de Thionville du 4 juin dernier. Trois cortèges se formeront à 15 heures à Apach du côté français, Perl pour la RFA et Schengen pour le Luxembourg. Ces cortèges se rejoindront dans le «no man's land» au point de jonction des trois frontières, après un défilé à Perl et Schengen. Puis l'ensemble des manifestants des trois pays passeront symboliquement en France. Le PCR ml s'est associé à cet appel. Ce qui s'est passé le 4 juin dernier s'inscrit dans l'offensive de grande ampleur contre les libertés démocratiques menée par le pouvoir. Rappelons qu'en plus du blocage des frontières sur 200 kilomètres par d'importantes forces de CRS et les nombreux barrages policiers installés autour de Thionville le 4 juin dernier, nous avons vu la police allemande communi-

quer le plus officiellement du monde ses fichiers, nous avons vu un flic en civil se promener avec une carte de presse...

De ce point de vue, il faut dénoncer telles pratiques, qui, par la force de l'habitude, tendent à devenir courantes. D'autre part, cette manifestation intervient alors que les grands partis bourgeois ont connu un échec cuisant aux élections européennes sur Thionville-Est (57 % d'abstentions), notamment le PCF (15 % contre 30,8 % en 1978) alors que la liste Europe-Ecologie enregistre 7,7 %, dépassant dans certaines communes les 10 %. Voilà qui constitue un encouragement pour la construction d'une véritable unité populaire contre le programme nucléaire. La défiance par rapport aux partis de gauche renvoie entre autres à un rejet des différentes manœuvres, des positions ambiguës qu'ils ont adoptées dans la région, mais aussi à une prise de conscience plus profonde de la nature de ces partis.

Après cinq ans passés au ministère de la Santé, Simone Veil s'en va rejoindre son fauteuil de député au Parlement européen. Il y aurait beaucoup à dire sur sa façon de concevoir la prévention sous la forme de campagne anti-tabac, la lutte contre la sur-consommation médicale par la suppression autoritaire du remboursement de nombreux médicaments largement utilisés par les travailleurs ; sur les miettes accordées à la recherche ; sur les atteintes à la Sécurité sociale ; sur la loi d'orientation qui maintient les handicapés dans un ghetto ; sur son intransigeance face aux revendications des personnels hospitaliers...

Les cas de contamination survenus récemment à la maternité Baudelocque à la Salpêtrière et à Tenon, et le dernier projet de loi concocté par Simone Veil nous ont incités à nous arrêter particulièrement sur les problèmes d'hygiène et de sécurité, à cette fameuse politique d'«humanisation des hôpitaux» chère à celle qui affirmait en février 1976 : «Je me sens d'abord le ministre des malades».

Dans les antiques cuisines de Saint-Antoine

DES ALIMENTS SONT CONTAMINES

«1883» : gravée sur le fronton, la preuve est là, les cuisines centrales de l'hôpital Saint-Antoine ne datent pas d'hier ; pour tout dire, avec leur façade qu'aucun instrument de nettoyage n'a sans doute jamais frôlée, elles donnent l'étrange impression de surgir sur un carreau de mine. Le malaise s'accroît quand on en voit sortir un aide-cuisinier, chaussé de lourdes bottes, comme celles des employés de la voirie. Un coup d'œil jeté à l'intérieur de la grande salle vient compléter les inquiétudes : les murs sont sombres et vétustes à souhait, le sol inégal lance un défi à toutes les marques de lessive, si bien que les grands autoclaves où se mijote la nourriture prennent l'allure de machines luisant dans un atelier de la moitié du 19^e siècle.

Les salles annexes ne valent pas mieux. Dans l'une, où l'on stocke les sacs de pommes de terre et de carottes, la salade prend le frais dans de vieux bacs en pierre, tandis que toute proche une grande table porte encore le témoignage de la préparation de poisson ; dans un coin, un tas de gravats signale l'existence de menus travaux. Entre autres, pour le personnel on vient de faire des toilettes, dont le seul inconvénient est de communiquer directement avec la salle de dressage des hors-d'œuvre ; en attendant que cette salle soit remplacée par des bureaux.

DES REPAS TRES MELANGES

Dans une sorte de couloir, une machine à laver les plateaux. Venus d'Amérique et loués par l'Assistance publique à une société privée, ces plateaux sont censés permettre un transport efficace de la nourriture. L'ennui, c'est que la machine lave mal et sèche moins bien encore ; aussi, l'eau du nettoyage a tendance à stagner sur les plateaux (et à l'intérieur, quand ils sont fêlés). Autre problème, le système de bain-marie fonctionnait mal, on a pu constater des températures de 55° C ou même 35° C (pour la purée), graves du point de vue de l'hygiène et procurant essentiellement des repas froids aux malades. De plus, les chariots de plateaux doivent parcourir de longs trajets dans les sous-sols de l'hôpital, sur un sol plein de traîseries. Instables, les chariots vont heurter les murs où des «rails de sécurité» ont été fixés. Arrivés à destination, les plateaux, on l'imagine, (et c'est confirmé par les malades) ont subi de sérieux bouleversements.

ALIMENTS CONTAMINES

Dans les locaux de la cuisine, où prospère une cohorte

de rats énormes, la préparation et la conservation de la nourriture ne vont pas évidemment sans problèmes. Deux récentes visites, effectuées : la première (13 février 79) par les services vétérinaires de la ville de Paris, la deuxième (13 mars 79) par la Pharmacie centrale des Hôpitaux dressent un constat accablant.

Après avoir signalé que les conditions d'entreposage et de circuit des denrées, les conditions d'installation et d'équipement n'ont pas progressé depuis la dernière visite en 78, les services vétérinaires donnent des chiffres de contamination des aliments. Pour un morceau de viande de bœuf destiné à la viande hachée, les analyses donnent 10 000 germes d'Escherichia Coli par gramme alors que la limite tolérée est de... 10 ! La flore aérobique dont la limite est de 100 000 atteint... 8 800 000 ! Pour le bifteck haché sur place : 3 000 E. Coli, contre 100 tolérés ; 630 000 aérobies contre 500 000 tolérés...

Quelques jours plus tard, à la visite suivante, ça va plutôt plus mal puisque cette fois les germes aérobies sont de 900 000 par gramme dans le bifteck haché... Plus grave encore, la Pharmacie centrale trouve une dose élevée (30 germes/gr) de staphylocoques pathogènes à coagulase positive dans le mille-feuille servi au self du personnel.

Après de tels chiffres, on finit par se féliciter du mauvais transport des aliments qui incite les malades à ne pas trop toucher à leur nourriture !

PAS DERECONSTRUCTION ENVUE

La Pharmacie centrale a aussi noté au passage le stockage des déchets en plein air devant l'entrée de la cuisine, le croisement des circuits propres et des circuits sales, le fait que les

Cinq ans de ministère Veil

LES HOPITAUX MALADES

Une enquête de Claude ANCHER

Manque de personnel : danger !

Interview de syndicalistes CFTD

Nous avons demandé à Henri Leconte et Jean Augeral, du secrétariat du syndicat CFTD de l'Assistance Publique, ce qu'ils pensent des cas d'infection survenus dernière-

ment dans des hôpitaux parisiens, et, plus généralement, quel bilan ils tirent de la politique d'«humanisation des hôpitaux» proclamée par Simone Veil.

machines pour hacher les steaks ne sont pas protégées de la poussière, le poids des petits pains livrés par la Société Sofrapain, inférieur aux 50 grammes prévus, le mauvais contrôle des deux chaînes de distribution de la nourriture par manque d'effectifs, l'usage (à proscrire) d'un attendrisseur. Enfin, elle s'étonne de trouver dans les chambres froides de la boucherie, des légumes cuits ainsi que des boîtes de conserve ouvertes dont la surface est couverte de moisissures. Elle insiste pour

que «les locaux inadaptés, insuffisants, non conformes à la réglementation pour l'ensemble de la cuisine» soient complètement reconstruits.

Cette reconstruction on en parle depuis des lustres à Saint-Antoine mais elle ne vient jamais. La directrice, récemment remplacée, avait d'autres priorités : dans le bâtiment axial, on est en train de construire des boutiques destinées à des petits commerces : fleuristes, journaux, Pompes funèbres aussi ?

«Pour nous la raison essentielle des infections tient au manque de personnel. Il faut y ajouter le manque de matériel, ou l'utilisation de matériel usagé comme c'était le cas, semble-t-il, au service de dialyse de Tenon. Il faut remarquer d'ailleurs que dans ce service, des lits sont fermés depuis un mois par manque de personnel et de matériel. On retrouve une situation identique dans plusieurs autres services hospitaliers. Surchargé de tâches, le personnel ne peut travailler dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Enfin, dans de nombreux hôpitaux, les représentants des personnels ne peuvent remplir leur fonction de délégués aux comités d'hygiène et sécurité d'une manière efficace. (1).

Cette situation n'est malheureusement pas nouvelle, et les cas d'infection ne sont pas exceptionnels. Aussi, on peut se demander pourquoi on assiste à une campagne de presse intense, précisément en cette période. Une campagne qui ne dit rien sur les conditions d'hospitalisation dans les cliniques privées, où pourtant la situation n'est pas plus brillante ! On a l'impression que cette campagne arrange bien les cliniques privées, surtout au moment où pendant les vacances, certains services ont du mal à remplir leurs lits. Plus généralement, cela pourrait peut-être préparer des mauvais coups contre les hôpitaux publics.

Ce qui est sûr, c'est que cette période de vacances s'annonce mal sur le plan des effectifs. D'habitude on connaît déjà le recrutement de personnel de remplacement. Cette année on attend encore des informations précises. Quant au recrutement envisagé par le ministère dans les prochains budgets, on nous a fait comprendre qu'il serait particulièrement limité. Pour celui de 1979, il a fallu se battre pour obtenir des améliorations : il prévoyait de limiter au maximum à 1 % l'embauche d'effectifs (et 0 % dans le secteur psychiatrique). Pour l'AP on

nous a finalement lâché 2,5 %, ce qui reste largement insuffisant.

En effet la fameuse politique d'«humanisation des hôpitaux» s'est surtout traduite par des travaux d'aménagement : on a transformé beaucoup de salles communes en chambres. Mais là où 3 infirmières suffisaient pour 30 lits en salle commune, il en faut bien plus pour des chambres. Leur travail s'est également modifié : autrefois, elles faisaient moins d'actes médicaux (par exemple, pas de prises de sang, pas de pose de sonde). Au total, l'accroissement de la charge de travail entraîne une formidable hémorragie de personnel. On constate des quantités de démissions d'infirmières dès leur première année. Il semble que le ministère ait l'intention de «résoudre» le problème par des mesures de contrainte, en recourant à nouveau à l'obligation d'un contrat de cinq ans. Il a déjà fait cette année pour les manipulateurs radio, et il va le faire aussi pour les infirmiers en psychiatrie.

Enfin, la réalité de la politique de Simone Veil, c'est le dernier projet de loi qu'elle veut faire passer avant de quitter son poste. Il s'agit pour le ministère de se substituer aux Conseils d'administration des hôpitaux pour supprimer d'office des lits publics jugés non rentables, imposer une occupation maximum des équipements, une réduction de la durée moyenne des séjours avec le même effectif en personnel. On va vers une dégradation des conditions d'hospitalisation pour les malades et des conditions de travail du personnel hospitalier.

(1) A l'hôpital Saint-Antoine, le CHS ne fonctionne pratiquement pas depuis un an : à chaque réunion, la direction a refusé la présence simultanée des délégués titulaires et remplaçants. Au bout de quelques minutes la séance a donc été levée ! Parallèlement, la direction mettait sur pied une commission sécurité «maison»...



L'EXEMPLE DES HÔPITAUX JOFFRE ET DUPUYTREN

Trop de lits, assez de personnel : c'est ce que dit Madame Veil. Mais par exemple à Joffre et Dupuytren, établissements de long et moyen séjour :

«Un manque de personnel particulièrement grave : 1 600 malades, seulement 1 100 agents toutes catégories. Un taux d'occupation des lits voisin de 100 % ! Des personnes âgées et des malades «chroniques» nécessitant beaucoup de soins.

Octobre à décembre 1978 : comme dans les autres établissements de l'A.P., à Joffre et à Dupuytren, les départs ne sont pas remplacés : l'effectif diminue de 25 agents !

Février 1979 : pour 1979, on nous accorde royalement 30 autorisations d'embauche... pour ouvrir de nouveaux services «spécialisés». La situation au niveau des effectifs est pire qu'en 1977. On peut voir de garde : 1 infirmier et 2 agents pour 127 malades, et de veille : 1 infirmier pour 198 malades.

Le personnel est exténué. A l'appel de la CGT, de la CFTD et de FO, il se met en grève reconductible le 28 février pour «obtenir l'embauche d'un effectif suffisant permettant une véritable humanisation du groupe hospitalier» (...)

(Extraits d'Action CFTD Assistance Publique, mai 1979)

ANTILLES

la politique touristique du colonialisme

Aujourd'hui, pour proposer une solution au chômage et à la misère qui se développent dans ses colonies des Antilles, le colonialisme français propose un développement du tourisme comme remède à tous les maux. Ainsi, au cours du colloque qu'il a organisé en décembre 1978, le secrétaire d'Etat Dijoud devait déclarer : «C'est à travers le tourisme que sans doute dans les années à venir le plus grand nombre d'emplois vont être créés».

En livrant la Guadeloupe et la Martinique à une invasion touristique venant de France, mais aussi d'Europe et des USA, l'impérialisme français vise à retirer de ces pays des profits supplémentaires qui ne seront pas réinvestis dans l'économie antillaise et à introduire de nouvelles formes d'exploitation.

Mais en même temps, alors que les luttes des ouvriers et paysans se développent, que les aspirations à l'indépendance se font de plus en plus claires, notamment dans la jeunesse, il s'agit pour le colonialisme de détruire les nations

guadeloupéenne et martiniquaise. Car l'invasion touristique s'accompagne d'une invasion de Français que le gouvernement pousse à s'installer dans les Antilles. Alors qu'un nombre croissant d'Antillais vont travailler en France dans les usines, les postes et les hôpitaux, des Français ouvrent des commerces, achètent des terrains et des résidences. Dans les zones urbaines, le nombre de colons ne cesse de s'accroître. La déportation des émigrés, le poids croissant des colons, l'invasion touristique sont autant de facteurs destinés à détruire la conscience nationale, à rendre plus difficile la lutte pour l'indépendance. Va-t-on dans les Antilles vers une société d'apartheid à la française, où des centaines de milliers de touristes et de colons seront servis par des domestiques antillais ? C'est la question que pose *Le Patriote guadeloupéen* dans ses dernières éditions, en examinant les conséquences pour la Guadeloupe de la politique touristique du colonialisme français.

a - Expropriation des paysans

Le développement de l'industrie touristique en Guadeloupe a provoqué l'expropriation de nombreux paysans et aussi de nombreuses familles habitant aux abords des plages. Ces dernières ont été expulsées «pour cause d'utilité publique», ce qui signifie pour la réalisation du plan touristique. Les capitalistes usiniers-proprétaires fonciers ont «abandonné» aux sociétés hôtelières d'immenses superficies de terrains habités depuis des dizaines d'années par des familles, ou travaillées depuis 20 ans, 30 ans et plus par des colons partiaires. (...)

b - Augmentation des importations - Accentuation de la dépendance

Dans les hôtels en Guadeloupe, il est consommé en grande partie, de l'alimentation qui provient directement de France. Les grandes chaînes hôtelières disposent souvent d'un système d'auto-provisionnement.

Le développement du tourisme s'accompagne d'un accroissement démesuré du volume des importations alimentaires. Ceci, d'une part porte atteinte à la production locale qui ne bénéficie donc pas du développement touristique et plutôt régresse ; d'autre part, contribue à la modification des habitudes alimentaires, en propageant les schèmes de consommation de l'occident bourgeois, particulièrement de la France : c'est l'aliénation par la consommation.

Le développement du tourisme en Guadeloupe permet, il est vrai, une rentrée importante de devises. Mais tout l'argent dépensé par les touristes leur sert en fait à acheter des produits importés et repart donc à l'étranger. (...)

c - Tourisme et Emploi

Le colonialisme français prétend que le tourisme en Guadeloupe est créateur d'emplois, que son développement permettra pour une grande part de résoudre le problème crucial du chômage. En affirmant cela, le gouvernement colonialiste français, cherche à nous duper. En réalité, les sociétés hôtelières s'installent dans notre pays avec une partie importante de leur personnel «qualifié».

Sur 2 200 emplois directs «offerts» par le tourisme, 81 % sont occupés par des Guadeloupéens qui pour la plupart, sont employés aux postes les

VERS L'APARTHEID A LA FRANÇAISE ?

LYCÉE DE BAIMBRIDGE :
«JE SUIS RACISTE»

Au mois de février, au lycée de Baimbridge, des incidents révélateurs de tout un climat, et qui ont entraîné la mobilisation de la jeunesse guadeloupéenne.

Au début du mois de février, une lycéenne, fille d'un prof français, arrive au lycée de Baimbridge avec cette inscription «Je suis raciste, vive le racisme». Cette provocation entraîne des protestations des lycéens qui sont injuriés par la lycéenne raciste. Mardi 15 février, les lycéens guadeloupéens organisent une assemblée générale contre le racisme. Un groupe de jeunes racistes, accompagnés d'un prof et d'un militaire, agressent cette assemblée, blessant plusieurs jeunes.

Le 21 février, plusieurs milliers de jeunes guadeloupéens manifestent dans plusieurs localités de l'île et grâce à leur mobilisation, arrivent à obtenir le renvoi des provocateurs racistes et la suspension du père de l'un d'entre eux, impliqué dans les agressions.

plus bas, effectuent les travaux les plus durs, c'est-à-dire :

- 90 % des emplois de chambre, lingerie, restauration ;

- 70 % à 82 % des postes à la réception, à la cuisine, au bar, à l'entretien (jardinier, etc...).

Près de 70 % des employés sont des femmes.

Les Guadeloupéens qui travaillent dans l'hôtellerie acceptent les pires humiliations, par peur du renvoi, sachant qu'il leur sera difficile sinon impossible de trouver un autre emploi s'ils se font licencier. Ils n'ont aucune garantie d'emploi.

Pendant que le gouvernement

s'égosille à déclarer que l'activité touristique est créatrice d'emploi, 159 employés de l'hôtel COPATEL (100 saisonniers et 59 permanents) sont licenciés sans percevoir la totalité de leurs salaires et sans indemnités.

Ainsi, les hôtels ne peuvent remplacer les usines comme tente vainement de le faire croire le gouvernement français : les ouvriers de l'usine Sainte-Marthe n'ont pas pu être embauchés à l'hôtel Méridien. Le colonialisme sait pertinemment que le développement du tourisme n'a pas pour objectif de résoudre le problème du chômage ; il ne jette pas sur le pavé des milliers d'ouvriers agricoles et industriels pour les embaucher dans l'hôtellerie. (...)

d - Quel tourisme populaire ?

Le gouvernement colonialiste français parle beaucoup depuis quelques années de «Tourisme populaire», de «Tourisme social», pour «petite clientèle», pour les «petits» portefeuilles, pour les familles «modestes». Les Guadeloupéens eux-mêmes sont conviés à devenir des touristes chez eux. Dans ce but a été créé

en 1974 le Village-Vacances-Familles (VVF) à Saint-François. Il a une capacité d'accueil de 250 personnes.

Que peut signifier en Guadeloupe un «Tourisme Populaire» ?

L'ouvrier agricole travaillant 4 mois de l'année, effectuant 10 journées de travail maximum par quinzaine (parfois 3 ou 4 journées seulement), et contraint durant l'inter-récolte d'aller «djobé» afin d'avoir de l'argent pour préparer la rentrée scolaire de ses enfants ou payer ses dettes, aura-t-il la possibilité, aura-t-il le loisir d'aller dans un VVF pour... 340 F par semaine ?

Où donc le paysan pauvre guadeloupéen (petit planteur ou colon partiaire), endetté après

Vers les 500 000
touristes

En 1972, 42 000 touristes ; en 1977, 115 000. Le but avoué de Soisson est de parvenir à 500 000 touristes en 1980 !

Le gouvernement multiplie les avantages pour la création d'hôtels : subventions, primes spéciales, réduction des charges sociales et fiscales. Pour faciliter l'arrivée massive des touristes, Air France a créé des tarifs préférentiels pour les touristes : 2 000 F en basse saison et 2 300 en haute saison. Alors que les billets pour les étudiants et les travailleurs qui veulent passer leurs vacances chez eux restent à un prix supérieur de plus de 500 F ! L'AGEG a organisé la lutte contre cette inégalité scandaleuse, révélatrice de la politique coloniale : les touristes privilégiés aux dépens des Guadeloupéens !

chaque récolte, à l'usine ou au Crédit Agricole, prendra-t-il l'argent nécessaire ? (...)

LE TOURISME PARTICIPE
AU PLAN DE GENOCIDE
DE NOTRE PEUPLE

a - Mépris de notre culture

Dans les hôtels, notre musique, le «gwoka», est dénaturée, prostituée. Certains Guadeloupéens non conscients, acceptent pour quelques sous (sous prétexte qu'on ne peut cracher sur l'argent ; que «lajan pa tini koulé») de se produire sur scène pour le plaisir des touristes français, américains, canadiens, etc. Certains acceptent de danser au cours de soirées organisées pour ces étrangers, et afin de les conforter dans l'idée qu'ils ont déjà de notre pays («La Guadeloupe-exotique», «La Guadeloupe-doudou», «La Guadeloupe-l'amour», etc.) ; ils accentuent le plus possible sur les «coups de reins».

Il y a même certains Guadeloupéens qui jouent du «gwoka» dans les rues de Guadeloupe en mendiant l'argent des touristes. Notre musique, le «gwoka», est fondamentalement une musique de lutte contre le colonialisme, de résistance nationale. Comment donc peut-on accepter de l'avilir ainsi, pour amuser ces mêmes colonialistes qui pillent nos richesses, exploitent et répriment notre peuple ? Ajoutons aussi que le développement du tourisme accentue la pénétration dans notre pays des mœurs décadentes de l'occident bourgeois qui pourrissent notre société : le tourisme progresse, entraînant avec lui son cortège de vices de toutes sortes (drogue, prostitution, nudisme, etc.). (...)

b - Le tourisme : au service
de l'INVASION

La grande propagande menée en France sur les radios, dans les journaux, etc., incite bon nombre de Français à aller connaître la Guadeloupe, c'est un battage impressionnant qui est organisé. Certains Français, après avoir visité notre pays à l'occasion de «vacances d'été», retournent alors afin de s'y installer. Dans tous les bureaux et administrations, dans la rue, il est extrêmement fréquent aujourd'hui d'entendre des Français annoncer leur départ pour la Guadeloupe (infirmières, filles de salles, assistantes sociales, enseignants, étudiants, chômeurs, etc.).

Tous ces Français touchés par la propagande touristique, sont des conquérants en puissance, qui grossiront chez nous la colonie de Français qui se gonfle aujourd'hui démesurément et s'arme afin de s'opposer à notre lutte de libération nationale.

Tous les Guadeloupéens doivent en être conscients et se préparer à livrer combat.

Extraits de
*Le patriote
guadeloupéen*



Prague : un opposant peut en cacher un autre

Le Comité pour la défense des personnes injustement persécutées a rendu public un communiqué relatant les conditions dans lesquelles les perquisitions, puis les arrestations qui ont eu lieu à Prague, ainsi qu'à Brosec, se sont déroulées le 29 mai. A Prague dans un silence éloquent, les sbires de Monsieur Husak venaient au petit matin, tradition oblige, réveiller de façon bien familière 16 personnes qui ne demandaient après tout que l'application de la constitution de la R.S.T., laquelle est en contradiction totale avec la législation puisque, d'un côté les droits de l'homme sont garantis et de l'autre niés, le code de procédure pénal permettant au procureur général de déclarer : «*La soi-disant déclaration de la Charte 77 est objectivement susceptible de mettre en danger le système socialiste et étatique de la république et il n'est pas décisif que ce résultat ne s'est pas produit.*»

La création de ce comité de défense (VONS) il y a un an maintenant, est un sérieux pas en avant pour les opposants tchécoslovaques dans leur lutte contre le régime en place. Dans son programme, rendu public au mois d'avril 1978, il proclamait : «*... Nous avons décidé de fonder le comité avec le but de suivre les cas des personnes qui sont persécutées ou*

emprisonnées pour leur opinion, où qui sont victimes de l'arbitraire policier ou judiciaire. Nous allons faire connaître ces cas au public et aux autorités et nous désirerons la coopération de tous ceux qui s'y intéressent. Nous prions donc les citoyens de nous signaler de tels cas.

Il y a quelques jours, les porte-parole de la Charte 77 ont fait paraître un document sur le coût de la vie en Tchécoslovaquie dont le moins que l'on puisse dire est que l'inflation y galope autant qu'ici surtout par la pratique des pots-de-vin et du marché noir.

Il faut avouer que pour les autorités toutes ces attaques, de plus en plus connues et soutenues par la population, deviennent dures à supporter, mais maintenant le mouvement est irréversible puisque aussitôt les arrestations connues, l'ancien ministre des affaires étrangères Jiri Hajek et le philosophe Hejnanek ont déclaré publiquement être les nouveaux porte-parole de la Charte 77.

Décidément ils sont bien courageux ces opposants : l'un est arrêté, un autre prend sa place.

Jan ROLDE

Communication n° 115

Dix membres du Comité pour la défense des personnes injustement persécutées en détention

Mardi le 29 mai 1979 à 5 heures du matin, la Sécurité d'État a commencé une vaste action, préparée de longue date, contre le Comité pour la défense des personnes injustement persécutées. Elle a conduit à l'interrogatoire 16 citoyens qui ont, l'année dernière, rendu publics leurs noms et adresses afin de faire savoir qu'ils avaient l'intention de suivre la façon dont les organes de la Sécurité et les organes judiciaires procèdent envers les personnes injustement persécutées.

Avec l'accord du procureur général de la République on a procédé aux perquisitions des domiciles. Des perquisitions ont également été effectuées sur les lieux de travail de certaines personnes arrêtées ou de leurs parents. Dans plusieurs cas, les membres de la police secrète ou de la police ordinaire ont usé de force pour entrer dans les appartements. Au domicile de Otta Bednarova, à Prague 4, Novodvorska 416, ils ont coupé la chaîne de sûreté et arraché la serrure qu'ils ont remplacée par une autre dont ils avaient la clé. Au domicile de Jiri Dienstbier, Prague 2 Podskalska 8, ils ont usé

d'une ruse, prétextant la visite d'une amie de Mme Zuzana Dienstbierova, en l'appelant par son prénom pour se faire ouvrir, et ainsi plusieurs hommes se sont trouvés en présence d'une femme à peine vêtue. Au domicile de Vaclav Benda, Prague 2, Karlovanam 18, et à celui de Rudolf Battek, Prague 8, Krizikova 78, ils ont démolé les portes. Tout ceci sans égard à la présence des enfants qui devaient assister à toutes les procédures humiliantes. Par exemple, la fille de 9 ans de Jiri Lederer, journaliste emprisonné, n'était autorisée pendant la perquisition à Doubravicka n° 20 district Mlada Boleslav, de sortir dans la cour qu'après une longue insistance de sa mère et accompagnée d'un membre (femme) de la STB (Sécurité d'État) qui l'a fouillée (...).

Lors de ces perquisitions on a confisqué tous les écrits concernant le Comité pour la défense des personnes injustement persécutées notamment ses communications, les documents de la Charte 77, mais également certains livres et revues, des machines à écrire, des notes personnelles, correspon-

dances, photographies, et, dans certains cas, aussi de l'argent (par exemple, chez Jiri Dienstbier la somme de 15 000 couronnes) ou simplement des fac-similés publicitaires de devises étrangères ou des attestations de banques confirmant la réception de devises. (...).

Tous ont été informés de l'ouverture des poursuites pénales «*dans l'affaire de la préparation de l'acte criminel de subversion d'après les articles 7/1 et 98/1 du Code pénal, car les faits prouvent que des écrits ayant pour but de saper la confiance des habitants de la République socialiste tchécoslovaque dans les organes de l'Etat et de susciter des dispositions hostiles envers le régime étatique et socialiste, sont élaborés et diffusés en grande quantité.*»

Au cours des interrogatoires les enquêteurs affirmaient que le Comité pour la défense des personnes injustement persécutées est une organisation illégale, hostile à l'Etat et antisociale car il répand des calomnies avec le concours de l'étranger. Les questions ont été posées dans ce sens : comment vous procurez-

vous les renseignements pour vos communications ? Qui a formulé ces communications ? Qui les a copiées et diffusées ? Où et par quel moyen il les envoyait ? Quelle aide a été fournie aux citoyens poursuivis ? Qui finançait cette activité ? Qui était en relation avec l'étranger ?

Les interrogés furent soumis à un test graphologique, on préleva les empreintes digitales et les échantillons de salive. Les questions étaient souvent suggestives.

On a fait savoir, sans ménagement, à tous qu'ils seraient inculpés et que le procureur avait déjà préparé l'ordre de mise en détention.

Au bout de 48 heures, furent relâchés : Rudolf Battek, Ludek Pacovsky, Jiri Ruml, Gertruda Sekaninova-Cakrtova et Jan Tesar.

9 membres du Comité furent inculpés de subversion, art. 98/1 (1 à 5 ans de prison). Petr Uhl fut, en plus, inculpé d'après l'article 98/b (3 à 10 ans). Vaclav Havel risque, par ailleurs, d'être obligé de purger la peine de privation de liberté de 14 mois dont le sursis lui a été accordé en janvier 1978 pour la durée de trois ans (...).

Zimbabwe Marche silencieuse contre l'État fantoche de Smith et de sa marionnette Muzorewa

Samedi 30 juin 14 heures
de Barbès à Belleville

Cette marche entre dans le cadre de la semaine d'action internationale à l'appel du Mouvement panafricainiste et avec l'accord du Front patriotique du Zimbabwe pour s'opposer à la reconnaissance par les puissances occidentales de l'État illégal, antinational et antipopulaire, imposé au peuple en armes du Zimbabwe par la fraude électorale.

A l'appel de : Comité de soutien au Front patriotique, Association culturelle pour le regroupement des Africains et des Antillais, Comité Zimbabwe, Campagne Anti-Outspan...

Nicaragua : grandes manœuvres US contre le gouvernement provisoire

«*Aucun compromis n'est possible avec un gouvernement Somoza. La solution doit commencer par une rupture nette avec le passé.*» C'est un secrétaire d'État américain, Vaky, qui a dit cela mardi dernier. En effet, après avoir cherché jusqu'au bout tous les moyens pour sauver la mise au dictateur du Nicaragua, l'impérialisme US veut aujourd'hui instaurer un «*somozisme sans Somoza*» pour sauvegarder l'essentiel des intérêts américains. Il semble que les États-Unis manœuvrent actuellement avec certains éléments du régime de Somoza : il s'agirait de couper certains courants démocratiques bourgeois de l'alliance avec le Front sandiniste pour les faire participer à un «*gouvernement de réconciliation*» avec les somozistes.

Au Costa-Rica, le gouvernement provisoire a annoncé la formation d'un conseil d'État de trente membres comprenant tous les courants politiques antisomoziste. Le gouvernement provisoire s'engage à organiser des élections libres dès que possible, après la victoire du mouvement de libération.

Kampuchéa démocratique : pour un large front national

Thiounn Prasith, ambassadeur à l'ONU du Kampuchéa démocratique, s'est rendu en France cette semaine pour prendre contact avec le Quai d'Orsay et tenter de connaître les positions françaises sur le Cambodge. Dans une interview, il a déclaré que le Kampuchéa démocratique allait annoncer la création d'un large front national uni, incluant tous les courants politiques du Cambodge contre l'invasion vietnamienne. Il a caractérisé la situation en disant : «*Aujourd'hui, à cause de l'agression vietnamienne, le problème principal n'est plus d'édifier le socialisme, mais de sauver notre peuple et notre civilisation.*»

Corée : non à l'occupation américaine

Après le sommet de Tokyo, Carter devait se rendre vendredi à Seoul, capitale de la Corée du Sud. Sa visite revêt la signification d'un soutien au régime fasciste et d'une poursuite de l'occupation du Sud par 35 000 soldats américains. Alors qu'au début de son mandat, il s'était engagé à un retrait progressif, l'impérialisme US renforce au contraire sa présence militaire en Corée du Sud. Dans un appel, à l'occasion du 29^e anniversaire de la victoire du peuple coréen contre l'impérialisme US, 18 partis et organisations coréennes parmi lesquels le Parti du Travail de Corée, exigent le retrait des troupes américaines et appellent à la réunification pacifique de la patrie.

La troupe artistique Mansoudai de Pyong Yang

République populaire et démocratique de Corée à Paris, elle présente

Jusqu'au 5 juillet (sauf le 1^{er} juillet)

tous les soirs, à 20 h 30,

au théâtre des Champs-Élysées,

15, avenue Montaigne, Paris

Tél. 225 - 29 - 64

Métro Alma-Marceau et

Franklin-Roosevelt

Cet opéra retrace les souffrances subies par le peuple coréen dans l'ancienne société et la lutte révolutionnaire menée dans les années 20 et 30, contre les propriétaires fonciers, les capitalistes et les impérialistes japonais. Kot Poun, jeune fille dont la famille est humiliée et persécutée, est domestique d'un propriétaire foncier. Elle vend des fleurs la nuit, pour gagner un peu d'argent, afin de rembourser les dettes et soigner sa mère malade, usée par les corvées.

Après des péripéties dramatiques, la jeune fille va se dresser contre les exploiteurs et les oppresseurs, avec les villageois. Elle retrouve son frère, devenu membre de l'Armée Révolutionnaire Coréenne, et répond à l'appel qu'il lance aux villageois de s'engager dans la lutte révolutionnaire pour libérer le pays et édifier une société nouvelle, débarrassée de l'injustice et de l'exploitation.

Interprété par 220 artistes, mis en scène avec de magnifiques décors, présentant de très beaux tableaux, cet opéra témoigne de l'histoire du peuple coréen qui poursuit aujourd'hui sa lutte pour la libération totale et la réunification de sa patrie, dont la partie sud subit encore la dictature de Park Chung Hee, appuyée par les troupes américaines.

La jeune bouquetière



«*Ton frère est crevé. Va-t-en !*», c'est ce que répond le geôlier à Kot Poun. Mais Tcheul Yong a réussi à s'enfuir et a rejoint l'armée de la révolution.

A LIVRES OUVERTS

Radios libres : Écoutez... écoutez les luttes

Après l'expérience de Radio Renaissance, au service de la classe ouvrière, des paysans et du peuple travailleur portugais, en 1975, après la naissance en Italie de centaines et de centaines de radios libres, le printemps 77 voit en France l'éclosion d'une quantité de radios, radios vertes ou radios libres qui subiront après juin 78 une répression systématique de la part du pouvoir. C'est par un historique de ces «filles de mai 68» que Claude Collin commence son livre, avant de donner la parole à des animateurs de Radio Verte Fessenheim et de Radio SOS Emploi Longwy.

Radio Verte Fessenheim est fille de la nécessité : après le scandaleux silence de la presse locale ou de FR 3 sur l'opposition de la population à la mise en route de la centrale nucléaire de Fessenheim, il y avait urgence de rétablir l'information déformée ou passée sous silence et de la communiquer. C'est ainsi que le 4 juin 1977 naissait Radio Verte Fessenheim avec son émission zéro diffusée pour la première fois.

Depuis elle a parcouru beaucoup de chemin et su vaincre avec obstination bien des obstacles : brouillage, répression, etc... Ses animateurs insistent sur leur volonté de dépasser les problèmes de la qualité de la vie, et de faire en sorte que Radio Verte Fessenheim devienne un instrument de popularisation des luttes, notamment des luttes pour l'emploi. Faire converger, grâce à l'information, grâce à la communication, les luttes syndicales et les luttes écologiques, donner la parole à ceux qui luttent, dire tout ce que passent sous silence la presse et la radio officielle, tels sont les objectifs de Radio Verte Fessenheim.

C'est à la mi-décembre 78 que Radio SOS Emploi a commencé à Longwy à émettre quotidiennement sous la responsabilité de l'Union locale CFDT. La création de cette radio était une riposte à l'annonce des 15 000 licenciements dans la sidérurgie. L'équipe d'animateurs insiste bien sur le fait qu'ils sont partis de rien, ils ont tout appris au fur et à mesure avec l'aide précieuse au départ de Radio Verte Fessenheim. Ils ne sont pas des professionnels de la radio, ils sont salariés ou chômeurs et «chose qu'il faut signaler et qui est peut-être assez remarquable, c'est que cette expérience de radio libre est, pour la première fois peut-être, prise en charge par des militants ouvriers, sidérurgistes etc...».

Leurs objectifs, c'est de relater la lutte, de la populariser, de mobiliser. Mais également de diversifier les émissions en offrant des tribunes libres aux partis politiques, en organisant des débats, en allant interviewer les gens dans la rue, en ne négligeant pas l'aspect culturel, musical, artistique. C'est également de se mettre au service d'autres luttes, en se déplaçant, comme ils l'ont fait à Dunkerque où ils ont pu diffuser «dans la banlieue de cette ville une émission d'une demi-heure fabriquée sur place».

«Je crois que la radio, pour nous, c'est aussi un moyen d'exprimer notre volonté de liberté, notre volonté de dire ce qu'on a sur le cœur, de faire que ça sorte du petit groupe dans lequel nous sommes habituellement. Et puis c'est un formidable moyen de contestation...»

Enfin, le livre de Claude Collin termine par les instructions pour réaliser un émetteur, accompagnées de schémas.

«Écoutez la vraie différence»

un livre dont on se doit de souligner le double intérêt. D'abord parce qu'il fait justement ressortir qu'«rabattre le monopole» radiophonique n'est pas un but en soi, mais que c'est bien le contenu, le sens de lutte de la radio qui compte. Ensuite parce qu'il relate deux expériences, parmi les plus passionnantes et les plus significatives.

Michèle ROUX

ÉCOUTEZ LA VRAIE
DIFFÉRENCE

Par Claude Collin, 126 pages
Edition La Pensée Sauvage



Vous avez la parole
caricature de Daumier

Henri Pascal est juge d'instruction. Il a été successivement «désaisi de l'affaire dite de Bruay (assassinat de la jeune B. Dewevre à Bruay en Artois) puis de l'affaire dans laquelle un chirurgien risquait d'être impliqué. Puis de la catastrophe minière de Liévin».

Il avait inculpé le notaire de Bruay et, dans la troisième affaire, «une personnalité des Houillères Nationales».

A la suite d'une publication du Parquet qui l'accuse de partialité, H. Pascal publie une réponse dans un hebdomadaire. Il y démontre, en citant des faits précis de l'affaire de Bruay, que le Parquet ne donne qu'une demi-information, cache «les présomptions graves» qui pèsent contre les personnes que lui, juge d'instruction, avaient inculpées alors qu'il était chargé du dossier.

On ne lui répond pas sur son argumentation : il est alors poursuivi, lui, juge, devant la justice pour «violation du secret de l'instruction».

LE JUGE PASCAL ACCUSE...

Son livre est un combat. Il y attaque, tranquillement, sereinement, faits à l'appui de ses démonstrations, le principe du secret de l'instruction et du demi secret (encore plus dangereux que le premier parce que partiel, donc choisi, donc orienté et partiel).

Il y dénonce «la justice de classe», «une justice médiocre, trop souvent inégalitaire, partielle et discriminatoire». Il démontre sans bavures que les partisans fanatisés du secret sont ceux-là mêmes qui jouissent de privilèges, et qui ne sont pas tenus, eux, au secret de l'instruction !

Pardi, le ministère autorise —illégalement, affirme Pascal— le Parquet à publier ce que bon lui semble pour «éclairer le public».

Mais le juge d'instruction, lorsqu'il s'appelle Pascal, viole la loi, lui, parce qu'il publie l'information !

Il faut dire que Pascal fait tomber un certain nombre d'idées fausses quant à «l'indépendance du juge d'instruction», et à son autorité. Celui-ci est bien «un commissaire du gouvernement», lié au pouvoir exécutif, puisqu'il est «protégé» (sauf Pascal, le franc-tireur) par la Garde des Sceaux, et que sa notation et son avancement sont tributaires de sa souplesse à accepter «les propositions de ministre».

Pour Pascal, «en réalité, le juge d'instruction, pour agir en toute indépendance, doit être doté d'une force de caractère peu commune... Il est indépendant à ses risques et périls... Pascal doit être de ces magistrats-là car son livre et son combat sont particulièrement courageux —on voudrait dire à la limite du téméraire—».

Qu'on le lise et que l'on réfléchisse aux propositions de modifications de la loi qu'il avance.

On se confortera d'ailleurs bien dans la conviction de la justice ne peut devenir une «justice juste» que par des transformations radicales de ses structures et de sa fonction —ce que ne propose pas forcément le juge H. Pascal—.

Sophie RANNOUX

MON COMBAT CONTINUE.
PLAIDOYER POUR
UNE JUSTICE A CIEL OUVERT

Par Henri Pascal
Editions Seghers
274 pages

Vient de paraître

L'IRAN INSURGÉ
Paul Balta
et Claudine Rulleau.
Ed. Sindbad -68 F

Par l'envoyé spécial du Monde en Iran et sa femme Claudine Rulleau, une étude sur l'insurrection iranienne : l'histoire de l'Iran, le chah et la cour, l'armée, la Savak, l'organisation des religieux, le bazar, les différents partis politiques. Pour Balta, 1979 en Iran est «1789 en Islam», un «tournant du monde», une nouvelle forme de révolution. «Ils (les peuples du Tiers Monde) ont eu la confirmation qu'en dehors des idéologies dominantes, il est possible de dégager une nouvelle voie en puisant dans son propre héritage social, culturel et spirituel».

L'ALMANACH DU MORVAN
1978
(en partie en morvandiau)

Voici le deuxième almanach du Morvan. Comme celui de l'an passé, ce n'est pas un almanach comme les autres. Il veut avant tout donner la parole aux Morvandiaux eux-mêmes. Vous y trouverez des articles,

des témoignages, des histoires de toutes sortes qui nous ont été confiées au fil des rencontres de l'année 1977. Le Morvan d'hier et le Morvan d'aujourd'hui et de demain sont mis côte à côte et volontairement mêlés.

De plus, on commence à comprendre que ce qu'on a baptisé folklore est en fait une véritable culture populaire en voie d'étouffement : une culture de bouche à oreille, une culture sans livre, écrite au fil de la vie de tous les jours.

La culture morvandelle en vaut bien une autre et les Morvandiaux ne la laisseront pas mourir.

Les textes signés n'engagent, sur le fond, que leur auteur. Cependant l'association Lai Pouéllé tient à préciser qu'elle se sent profondément solidaire de tous ceux qui travaillent et luttent pour que vive le Morvan.

Si vous souhaitez qu'il paraisse l'année prochaine, envoyez-nous des morceaux d'histoires, d'idées...

Bonne année ai teurtôts !
Lai Pouéllé. Association pour l'Expression Populaire en Morvan. 6 rue Blanche - 71 400 Autun

Un livre collectif sur l'Irlande insoumise et rebelle

La couverture de ce livre de poche nous plonge déjà dans la lutte de libération irlandaise : sur le recto, au couleurs du drapeau républicain, vert, blanc, orange, les visages graves d'une jeune militante de l'IRA provisoire et d'une vieille femme lors d'un enterrement révolutionnaire, au verso une belle citation d'Alain Furet évoquant la séduction si particulière d'Erin et le combat anti-impérialiste de ses résistants.

C'est dire que ce livre combine un engagement humain de ses auteurs en faveur de l'Irlande avec une mise au point politique tant sur le plan historique, qu'au niveau d'une actualité brûlante.

Écrit par des membres du Comité Irlandais, qui connaissent le terrain, ce livre très maniable a le mérite d'exposer avec une précision aussi remarquable que prudente le problème irlandais.

Il démonte le mécanisme de l'impérialisme britannique en Ulster, par une approche de classe de l'unionisme évitant les approximations sectaires, mais il n'oublie pas d'étudier la république d'Irlande et sa transformation néo-coloniale sous l'emprise des capitaux étrangers, en particulier ceux de la CEE. On y apprécie notamment l'analyse de l'évolution de l'IRA provisoire vers le socialisme et l'importance exemplaire de la résistance irlandaise par rapport à ce que trament les bourgeoisies d'Europe contre les peuples. L'Irlande est bien le laboratoire de la répression et si l'on n'y prend garde, ce qui se passe à Belfast ou à Derry s'étendra sur le continent, comme c'est déjà le cas d'ailleurs dans plusieurs pays.

Ce livre est donc un avertissement et une invitation à la lutte contre le capitalisme.

Ajoutons que ses auteurs ne se servent pas de l'Irlande pour projeter des fantasmes ou donner des leçons, car, là-bas aussi, rien n'est figé : «Quand le livre se termine, tout commence !» concluent-ils dans leur épilogue.

Paddy Mc LAUGHLIN

IRLANDE INSOUMISE ET REBELLE
par Pierre VILLA Stanislas GRAVILO
Françoise CLERC Michel PERNEAU

239 p., chez FEDEROP, collection «les armes de la critique».

LE REFUS DE LA FATALITE CONFLIT DEFFRENNE

85 personnes racontent ce que fut leur lutte pour la conservation des emplois dans l'entreprise DEFFRENNE (Roubaix).

Ouvrage collectif, qui est un témoignage sur 575 jours de lutte.

A commander à :
CFDT DEFFRENNE
Rue Dampierre
59 100 Roubaix
PRIX : 26 F

Bron-Parilly

L'ÎLOTAGE OU LA LOI DES SHERIFFS...

Par Michel BERTEL



Dans la salle, près de 200 personnes. Au mur, un grand panneau, réalisé par des jeunes du quartier où ils ont dessiné leur quotidien ; une vérité se dégage : peu d'équipements socio-culturels sur le quartier, et rejet de ces jeunes des activités diverses...

Après une première présentation du problème (lire les extraits plus loin), des témoignages de jeunes enregistrés au magnétophone sont écoutés très attentivement : ces jeunes citent une impressionnante liste d'insultes racistes, d'humiliations gratuites, de vexations, mais aussi de menaces de coups... à la cafétéria, dans les rues, dans les allées d'immeubles...

D'autres témoignages venus de la salle poignent le tableau journalier de cette banlieue de Lyon : les îlotiers demandant systématiquement les papiers, des jeunes arrêtés par des flics, mitrailleuse pointée en avant, tabassage et rançonnement au commissariat de Bron... La plupart du temps, comme le rappelle un animateur, les plaintes ne sont pas déposées, à cause des représailles, le fait de déposer dans le commissariat où les faits se sont passés, mais aussi que cela peut se retourner contre les jeunes...

Car la police de Bron fait sa propre justice. Revolver au poing au besoin. Quant à la « justice », elle fait son travail : un travailleur social citera le cas de jeunes pourrissant trois ans en détention préventive pour un délit mineur !

Après qu'un représentant de l'Amicale des Algériens à Lyon rappelle la situation infligée aux immigrés (les municipalités qui refusent des logements, alors qu'il y a 140 000 logements vides à Lyon...), différentes interventions de membres de la commission extra-municipale examinent ce que signifient les projets de loi racistes : par exemple, sous le prétexte de «troubler l'ordre public», c'est l'interdiction

faite aux immigrés de revendiquer, de lutter...

Une fois la parole donnée à la salle, PC et PS en profitent. Bron est une mairie PS, et la section locale du PS est évidemment «préoccupée par le problème des libertés et des droits de l'homme».

Mais elle réclame curieusement «des moyens suffisants pour la police» !

Puis, c'est au tour de la conseillère municipale PC d'intervenir. Elle sera vivement contestée par une grande partie de la salle. Qu'on en juge. Elle nous apprend que la situation est grave : vols, cambriolages... que personne ne veut faire de bals car il y a inévitablement des bagarres... qu'il n'y a pas assez de juges pour enfants, pour juger tous les délinquants (et pour les condamner lourdement ? NDLR)... mais que le PC a une solution : un projet de loi est déposé à l'Assemblée nationale contre la procédure des flagrants délits...

A ce moment, une jeune immigrée explose. Citons le dialogue :

— «Dans le tract du PC diffusé dans les boîtes à lettres, vous accusez les Maghrébins du quartier des vols... Vous dites «ce sont les déracinés... qui viennent rançonner vos enfants» !

PC : «Oh, cela, vous ne pouvez pas le nier !»

La jeune femme : «Vous avez réclamé de doubler les rondes de flics dans le quartier. Il n'y en a pas assez selon vous ?»

PC : «Je n'ai accusé personne.»

La jeune femme : «Mais, si, lisez votre lettre, vous accusez les Maghrébins du quartier. Ils sont clairement désignés !»

PC : «Oui, il faut plus de rondes de police pour assurer la sécurité.»

L'air est connu... Mais avec les témoignages cités lors de cette conférence, cela ne manquera pas de toupet !

Bron, dans la banlieue de Lyon, la semaine dernière, les travailleurs sociaux de Bron-Parilly, et la commission extra-municipale tenaient une conférence de presse. Son objet ? «Témoigner, car nous ne pouvions plus nous taire». En effet répression policière, chasse aux jeunes immigrés, tel est le lot quotidien de ce quartier de Bron-Parilly.

Document des travailleurs sociaux de Bron-Parilly

(Extraits)

LES FAITS

Au printemps 1975, sont arrivés sur le quartier deux îlotiers qui se sont partagés la cité, un de chaque côté de l'autoroute. (...) Les îlotiers collaborent avec les commerçants, les gardiens d'immeubles, les patrons de café et une partie de la population. (...) Leur présence continue et leur ancienneté sur le quartier (sorties des écoles, allées et venues sur le quartier) diminuent la méfiance des habitants, beaucoup d'autres ont vite fait l'expérience des aspects négatifs qu'apportait leur présence. (...)

Exemple 78 - 79 : un jeune chômeur de 16 ans va à 11 h 30 chercher son frère à la sortie de l'école. L'îlotier, qui l'a presque vu naître et qui était le voisin de sa famille, lui demande ses papiers que le garçon ne peut présenter. Il s'ensuit une dispute car le jeune est excédé de devoir présenter ses papiers pratiquement chaque jour à ce même policier. L'îlotier accroche le col du jeune. Une petite bagarre s'ensuit qui permet l'arrivée d'un car de policiers. Bilan de l'opération : le jeune passe devant un juge pour insulte et coups et blessures à deux agents. (...)

Il faut noter que plusieurs jeunes amenés ou convoqués au poste de police local, nous ont dit avoir subi des coups ou reçu des mauvais traitements. Certains portaient des traces. Les moyens employés seraient l'électricité (à vérifier), les coups à l'aide de serpillière mouillée, la mise à genoux sur une règle, les cheveux taillés à l'aide de couteau à pain, un père frappé devant ses fils pour que ceux-ci avouent, coups de poings, de pieds, pratiques sadique : mise à nu. (...)

Autre exemple : à la suite de cambriolages ayant eu lieu sur le quartier, sans que les auteurs soient identifiés, des jeunes sont interpellés au hasard, à domicile, ou convoqués, interrogés, gardés à vue, maltraités, menacés, dans l'espoir, lors de l'interrogatoire, de leur faire avouer des délits qu'ils auraient pu commettre ou de leur faire dénoncer d'autres copains ou voisins. (...)

Exemple 79 : quelques jeunes maghrébins installés sous l'abri bus du 52 vers 8 heures du soir. Une 404 blanche civile arrive à toute vitesse et freine brutalement à leur hauteur. Trois civils, matraques au poing, surgissent du véhicule. Ne faisant ni une ni deux, les jeunes se sauvent. L'un d'eux glisse et se fait rattraper et est ensuite matraqué et reçoit des coups de pieds à terre.

Il s'avère que ce sont des policiers qui «enquêtent» sur une agression qui a eu lieu sur le quartier. Emmené au commissariat de Bron, il est relâché une demi-heure plus tard avec l'arrivée de sa mère prévenue et à la suite d'une confrontation avec les victimes de l'agression qui disent que c'est des européens qui auraient fait le coup.

Un certificat médical est disponible. (...)

LES JEUNES ET LA DELINQUANCE SUR BRON-PARILLY

Cette augmentation de la délinquance nous apparaît liée à différents facteurs (...):

— Augmentation du chômage : des secteurs comme le bâtiment et les industries sont les plus touchés. (A Bron, augmentation de 47 % entre 75 et début 79. Pour les jeunes de 16-18 ans le pourcentage est encore beaucoup plus important).

— Augmentation du chômage des jeunes : liée à l'absence de qualification professionnelle qui, bien souvent, fait suite à un échec scolaire important, cet échec lui-même est lié en partie à l'inadaptation du système scolaire pour ce type d'enfants ou d'adolescents en difficulté.

Une caractéristique évidente, c'est que la majorité des jeunes délinquants sont issus de milieux perturbés. (...)

Familles nombreuses à naissances rapprochées (mère surchargée qui, pour souffler, envoie les aînés jouer dans la rue, à cause du bruit qu'ils font dans des appartements où l'insonorisation est inexistante, et qui occasionne fatigue nerveuse, conflits avec les voisins... (...)).

Décalage entre société traditionnelle (rurale et maghrébine) et société urbanisée caractérisée par l'isolement et la perte d'identité, qui favorise la délinquance.

Dans d'autres cas, l'impossibilité pour l'enfant de se situer entre deux attitudes éducatives contradictoires : permissivité totale de l'un, généralement de la mère, et hyper-autoritarisme de l'autre (sérvices corporels donnés par le père).

La délinquance des adolescents de sexe masculin nous semble également liée à la difficulté d'identification au père dans la mesure où celui-ci est souvent dévalorisé dans son image sociale, et absent des relations affectives.

La conférence de presse se termine. Les embryons de solution ? «Réinventer la relation jeune/adulte», «donner aux jeunes un appui humain des adultes». L'intention est bonne, mais est-ce suffisant ?

A la sortie de la salle, l'interrogatoire des jeunes qui ont assisté à la conférence. Quel est le problème le plus important ? «C'est le racisme» disent-ils. «Tu as vu la dame qui réclamait des rondes... Tu sais, plus de flics, cela veut dire plus d'ennuis !...»

Et ils racontent leur histoire : les contrôles incessants, les insultes des flics... Un des jeunes aveuglé par des gaz lacrymos, et ensuite matraqué, traîné par terre, les ratonnades...

Les activités sur Bron : «Partout, on se fait rejeter (...) On aimerait bien quelque chose, un lieu de rencontre»...

L'un des jeunes vient d'être renvoyé de son collège pour «indiscipline» : «Ils ont marqué sur mon cahier de classe : «Elève dangereux pour la sécurité du lycée !». Du coup, comme il n'y a que deux collèges d'électricité à Lyon, je ne pourrais pas aller dans l'autre avec un avis pareil».

Son collègue, moqueur, ajoute : «Cela fera un chômeur de plus !».

On parle des lois racistes, des expulsions prévues. La plupart vont rentrer au pays «parce que nos familles vont partir. Mais on ne sait pas comment c'est là-bas !». Le propos est fataliste, mais quelle autre solution ?

Je termine ce compte-rendu. Dans la presse de ce matin, un titre : «Des policiers violeurs à Lyon». Cela s'est passé une nuit à Parilly, le même quartier. Deux flics ont violé une jeune femme. «Bavure» dira la préfecture. Des jeunes matraqués devant un arrêt de bus ? «Bavure» dira la préfecture.

Alors, des rondes de flics plus fréquentes ?

Pétrole

PLUS DE 20 %
DECIDE L'OPEP

Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, réunis à Genève, ont finalement décidé d'adopter deux prix de référence distincts pour la vente du brut. Il sera de 18 dollars le baril pour l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Emirats arabes unis, et de 21 à 22 dollars pour les autres pays. En outre, un plafond a été fixé à 23,50 dollars le baril.

Cette décision est le fruit d'un compromis entre les partisans d'une hausse importante et ceux qui souhaitent une augmentation plus modérée.

A l'issue de la réunion, Khalifa al Fabah, ministre koweïtien du pétrole, indiquait : « Nous sommes parvenus à un très bon accord. Il n'y a jamais eu de problème quant à la suppression du prix de référence. Tout est pour le mieux. » Son homologue saoudien, le cheikh Yamani, a pour sa part indiqué que les nouveaux prix ainsi déterminés ne pourraient rester stables jusqu'à la fin de l'année qu'à condition que le dollar ne connaisse pas une nouvelle dévaluation mettant en cause le pouvoir d'achat des pays producteurs.

Confrontés à cette décision des pays de l'OPEP, qui représente une hausse de 20 % des tarifs, les pays industriels occidentaux, réunis à Tokyo, étaient vendredi matin sur la voie de trouver un compromis dans le conflit qui les opposait depuis le début de leur conférence.

Les Etats-Unis, le Japon et le Canada s'apprêtaient à accepter une certaine modération de leurs importations pour les cinq années à venir, conformément à ce que réclamaient depuis plusieurs jours les représentants de la Communauté européenne.

En France, Barre s'est empressé de faire savoir que la répercussion de l'augmentation décidée par l'OPEP serait immédiate sur les tarifs de vente au détail ; ainsi le super, actuellement à 2,96 F en région parisienne, passera dès la mi-août à 3,05 F ou 3,10 F. Les tarifs de gaz et d'électricité seront par ailleurs relevés, et le premier ministre, qui devait lors de sa nomination, juguler l'inflation, a annoncé que celle-ci serait, pour cette année, certainement supérieure à 10 %.

Comment empêcher la mort lente du bassin de Longwy

LA CENTRALE
A OXYGENE OCCUPEE

Après la manifestation qui avait parcouru, jeudi, les rues de Longwy, la CFDT a organisé une nouvelle opération coup de poing : la centrale à oxygène d'Herseange a été occupée pendant la nuit. Cette occupation se poursuivait encore vendredi matin. Nous publions ici le texte du tract diffusé par les militants de notre Parti à l'occasion de la manifestation de jeudi.

Le plan patronal est maintenu. Il s'applique progressivement. Chaque fois qu'un travailleur prend les 5 millions, trompé par un mirage ou déçu par un emploi, chaque fois qu'un travailleur part en retraite ou en pré-retraite, c'est une suppression d'emploi, c'est un pas vers la mort lente du bassin. Ce sont des jeunes ou d'anciens sidérurgistes qui tombent entre les mains des marchands d'esclaves que sont les entreprises intérimaires, c'est l'aggravation des conditions de travail pour ceux qui restent, des emplois supprimés dans la sidérurgie et en cascade dans toutes les activités.

Ainsi Bertoldi veut déposer son bilan et en face ce sont des promesses. Des promesses qui ne seraient même pas tenues si la mobilisation ne se poursuivait pas, si la pres-

sion se relâchait. Les promesses de toute façon ne règlent rien puisqu'il s'agit de quelques milliers d'emplois d'OS. Si nous laissons faire, dans quelques années, il n'y aura pratiquement plus de sidérurgie à Longwy et pratiquement rien d'autre à côté. Cette lutte contre la mort du bassin, contre le chômage, nous devons la poursuivre. Comment la poursuivre, faire reculer les maîtres de forge qui ont décidé de faire de nouveaux mauvais coups, comme avec le rapprochement Cokerill-Usinor ? Il faut établir un solide rapport de force. Ce rapport de force n'a pas été suffisant jusqu'à maintenant et il risque de se détériorer. Quelles propositions envisager ?

— Poursuivre les actions « coups de poing » qui s'en prennent aux véritables responsables, à l'Etat capitaliste et tous ses rouages

et qui continuent à faire parler de Longwy.

— Mener des actions à l'intérieur même des entreprises, par exemple par des petits blocages de la production, par le blocage des expéditions, en empêchant toute aggravation de la charge de travail à la faveur des départs, des mutations ou en imposant la réduction du temps de travail.

— Défendre les droits démocratiques conquis par la classe ouvrière : aujourd'hui, c'est le droit de s'organiser pour la lutte qui est attaqué par la bourgeoisie ; droit de manifester, droit de grève avec les interventions des uniformes noirs dans toutes les entreprises, la liberté d'expression, d'affichage, les menaces contre les radios.

— Il faut refuser les mesures qui nous divisent en particulier contre les travailleurs immigrés : en s'attaquant à une partie de la classe ouvrière, la bourgeoisie veut l'attaquer toute entière. Nous devons y faire face en répondant à la campagne rendant les immigrés responsables du chômage, en empêchant l'expulsion des résidents

Sonacotra qui mènent une juste lutte pour leurs conditions de logement et leurs droits. Nous devons créer des liens solides avec les sidérurgistes des pays frontaliers (Luxembourg, Belgique, Allemagne) et les concrétiser par des initiatives communes. Pour cela il est nécessaire de créer ou de recréer une véritable unité syndicale CGT et CFDT : c'est une volonté des travailleurs, c'est une condition de l'efficacité. Une unité qui corresponde aux véritables aspirations des sidérurgistes, de tous les travailleurs et donc qui soit soumise à leur contrôle, ouverte à leurs propositions pour un débat public constant. La lutte est longue, difficile, chacun le savait le 19 décembre. On ne peut pas s'arrêter en chemin : c'est nécessaire pour empêcher la mort de notre bassin, c'est nécessaire parce que dans tout le pays et bien au-delà beaucoup de travailleurs en lutte ou qui se posent la question d'y rentrer, regardent vers Longwy. On peut imposer des reculs à la bourgeoisie. Prenons-en tous ensemble les moyens !

PCR ml (Longwy)

Réfugiés :
LA CONFERENCE
DE L'ASEAN
DEMANDE
DES COMPTES
A HANOI

Une conférence des pays de l'ASEAN au sujet des réfugiés se réunit ce vendredi à Bali. Il semble qu'elle sera marquée par un durcissement de ces pays à l'égard du gouvernement de Hanoi. En particulier la Malaisie, la Thaïlande et Singapour n'hésitent pas à demander des comptes au gouvernement vietnamien au lieu de considérer le départ des réfugiés comme une fatalité. Certains n'hésitent pas à caractériser l'exportation des réfugiés comme faisant partie intégrante de l'expansionnisme vietnamien. Ainsi le ministre des affaires étrangères de Singapour a déclaré : « Le Vietnam a déclaré la guerre au Sud-Est asiatique... C'est pour parler du Vietnam, pas des réfugiés ou du Cambodge, que la conférence se réunit. Il existe une possibilité d'invasion de la Thaïlande ». Cette attitude dénonciatrice des Etats de l'ASEAN va rendre encore plus difficile l'organisation de la conférence prévue par l'ONU le 20 juillet. En effet, les autorités de Hanoi se refusent à répondre aux problèmes de fond que posent le départ de centaines de milliers de Vietnamiens. Elles prétendent s'en tenir à un ordre du jour « humanitaire » — si l'on peut dire — sur l'organisation du départ des émigrés.

CAMPAGNE
ANTICOMMUNISTE ?

Ignorant volontairement toutes les précisions actuellement données sur les persécutions des minorités et le rackets des émigrés au Vietnam, le PCF persiste dans son attitude consistant à attribuer toute solidarité avec les réfugiés à une « campagne anticommuniste du gouvernement ». A longueur d'articles, il taxe les centaines de milliers d'émigrés de « parasites », de « capitalistes », affirmant qu'ils n'ont pas le courage d'« édifier le socialisme ». Au cours de l'émission spéciale d'Antenne 2 lundi, une Vietnamiennne avait expliqué clairement que si beaucoup de Vietnamiens partaient après trois ou quatre ans, c'est bien parce qu'ils avaient espéré pouvoir

participer à la construction d'une nouvelle société. Pourquoi ces espoirs ont-ils été déçus avec la politique de guerre de Hanoi, voilà ce que l'Humanité ne veut pas envisager. Il est beaucoup plus facile de taxer tout le monde d'anticommunisme et de mettre en cause (par allusion et sans arguments) la « responsabilité » de la Chine.

LES CHAROIGNARDS
IMPERIALISTES

Et pourtant il est vrai qu'il y a une campagne anticommuniste qui s'appuie sur le problème des réfugiés. Il y a des soutiens au mouvement de solidarité qui sont suspects. On pouvait en voir certains à Antenne 2 lundi. Que penser d'un Raymond Aron qui se vante d'« avoir toujours vu clair sur le Vietnam » en ayant soutenu l'intervention sanglante de l'impérialisme américain contre les peuples d'Indochine ? Ils ne manquent pas, ces charoignards nostalgiques qui vont prendre prétexte de la politique actuelle de Hanoi pour justifier les crimes passés de l'impérialisme. On voyait aussi Beucler, ancien d'Indochine qui a pour spécialité, avec son « comité d'entraide », de recruter de préférence des réfugiés anciens collaborateurs du colonialisme français. Quant à Giscard lui-même, en acceptant 5 000 réfugiés, il se donne à bon compte une allure libérale, mettant en avant le thème de la « France terre d'asile ». Terre d'asile où l'on agresse les travailleurs de la Sonacotra, où l'on prépare l'interdiction et l'expulsion de dizaines de milliers de travailleurs immigrés, tandis que les réfugiés politiques sont refoulés ou exécutés impunément.

Oui, il existe autour du problème des réfugiés du Vietnam une campagne anticommuniste. Mais le PCF n'est pas à même de la dénoncer, puisqu'il se refuse à dire la vérité, décidé à justifier aveuglément la politique expansionniste, militariste et antipopulaire des dirigeants de Hanoi.

J.P.C.

● PS usagers SNCF :
Barre se déchaîne

Dans la soirée de jeudi, la cité Malesherbes, à Paris, a été le décor d'un spectacle peu courant : un assaut des forces de police contre un local du PS, dans lequel étaient retranchés plusieurs de ses élus. Gaz lacrymogènes sous la porte, porte de fer forcée, personnes présentes évacuées sans ménagement : cette action policière visait à interdire la première émission de « radio-riposte », mise en place ce soir là par le PS sur la région parisienne, et à saisir son matériel. La veille, à 17 heures, les occupants de plusieurs cars de police avaient matraqué en pleine gare de Lyon les militants des comités d'usagers, qui avaient installé des stands pour protester contre les hausses des tarifs.

FETE DE RADIO LCA
les 30 juin et 1^{er} juillet
A LONGWY-HAUT
Place Darches

- Avec la participation de Francesca Soleville, Yves Simon, Francis Lemarque, Jean-Claude Watrin et de nombreux autres artistes.
- Le samedi : Bal de l'acier
- Le dimanche : meeting avec un représentant de la confédération CGT ; débat sur la liberté d'expression.

● La librairie populaire,
23, rue Saint-Sauveur,
Paris 2^e, informe
ses clients

- qu'elle dispose d'un fonds important de livres soignés ;
 - qu'elle sera ouverte pendant toutes les vacances au moins les après-midis.
- Librairie populaire, 23, rue Saint-Sauveur, 75 002 Paris, Métro Réaumur-Sébastopol. Tél. 508 - 82 - 87.